

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 223. — 16 JANVIER 1965

UNITÉ D'ACTION :



(Photo AGIP.)

LA DISCUSSION CONTINUE

Réponses du P.S.U. au Parti Communiste et à la S.F.I.O.

(Pages 3, 4, 5 et 6.)

MAZAMET —

Marasme
économique dans
le délainage

(Page 8.)

BELGIQUE —

*La crise
dans le Parti
socialiste*

(Page 9.)

LORRAINE —

Un malaise
qui dure depuis
deux ans

(Page 7.)

Courrier des lecteurs

● A propos de la "Cité radieuse"

PROTOTYPE OU MONUMENT HISTORIQUE ?

Un arrêté du ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles, daté du 26 octobre 1964, vient d'être notifié aux intéressés. Il prescrit l'inscription « sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques » des façades et des toitures de l'immeuble dit « Cité Radieuse », sis boulevard Michelet à Marseille (B.-du-Rh.).

La Cité Radieuse, par son allure, ses proportions, la grâce de ses pilotis, de ses superstructures, de ses loggias, de son escalier en spirale, est certainement une œuvre d'art architectural, et beaucoup se réjouiront de voir officiellement reconnu le talent d'un homme qui fut tant critiqué naguère.

En 1964, M. Le Corbusier a été promu dans la Légion d'honneur et s'est vu confier la construction d'une Ecole nationale et d'un Musée d'architecture au rond-point de la Défense, deux décisions significatives quoique d'inégale importance. Tout cela est bel et bon pour ce qui con-

cerne l'Art et la Culture, qu'on ne saurait trop favoriser. Mais qu'en pense Monsieur le Ministre de la Construction ?

Un immeuble expérimental

Car, enfin, il faut bien rappeler que la « Cité Radieuse » a été construite, à titre expérimental, en exécution d'une ordonnance du 8 octobre 1945. Commencée en 1947, elle est habitée depuis 1952. Il y a donc aujourd'hui plus de douze ans que l'expérience est en cours. N'est-ce pas suffisant pour conclure ? J'entends bien : l'œuvre est belle. Mais l'architecte ne travaille pas seulement pour l'art. Il existe en France un problème de l'habitat.

L'unité d'habitation conçue par Le Corbusier et construite par l'Etat, à titre expérimental, peut-elle être considérée comme un élément important de la solution de ce problème ? Il serait intéressant de connaître la réponse officielle à cette question.

Marcel Leforestier.

● A propos de Camus

Dans le numéro du 26 décembre de Tribune Socialiste, notre ami Serge Mallet attirait fort justement votre attention sur le malaise qu'on ne manque pas de ressentir à la lecture de certains articles et, partant, sur les dangers qu'ils comportent pour le journal.

Il faut croire que cette mise en garde n'a servi à rien puisqu'on retrouve un article du même style, sinon pire, dans le numéro du 2 janvier. Après le tabou Sartre, le culte de Camus !

L'officiant, Eric Johansson, nous confie au nom de quoi : « Je sais aussi que j'ai grand tort d'admirer, bêtement, sans me poser de questions. » Et de mettre en garde ceux qui peuvent s'en poser, les gens qui « pensent », comme il l'écrit entre guillemets, parce que pour lui c'est de l'outrecuidance : « Les petits esprits sont légion », « Combien on est mesquin avec un grand auteur »,

« Chacun veut passer pour une sorte de Léautaud de sous-préfecture », etc.

Plus de cent lignes de ce style, c'est peut-être beaucoup à faire avaler aux lecteurs, ne trouvez-vous pas ?

« Qui aime Camus — j'espère que les lecteurs de « Tribune » sont dans ce cas — se doit de posséder les « Carnets ». Ça a la beauté et l'éclat du diamant, cela ressemble à quelque vaste et somptueux poème symphonique, etc. »

Et pour ceux qui n'aiment pas ce style, tant pis pour eux ! Les voilà prévenus eux, qui, naïvement, auraient désiré poser une simple question, ne serait-ce que pour exprimer l'étonnement que leur a causé les silences de Camus en face des tortures, silences qui ne pouvaient passer inaperçus à cause de tant de professions de foi antérieures sur les devoirs auxquels l'intellectuel, témoin de son temps, ne doit, en aucun cas, se soustraire (Camus dixit).

Jeuand (Arras).

NÉCROLOGIE

Après le décès de notre camarade BRAUN, de la section de Château-Chinon, en décembre dernier, la fédération vient d'être encore douloureusement frappée par la disparition de notre ami Jules HELLER, de la section de Cosne-sur-Loire.

Agrégé d'anglais, ancien inspecteur général de l'Instruction publique, préfet de la Libération dans le département de la Marne, commandeur de l'ordre des palmes académiques et officier de la Légion d'honneur, Jules HELLER s'est éteint à l'âge de 76 ans dans sa propriété de la Rappelierie, à Suilly-la-Tour, et on l'a enterré civilement le 26 décembre.

Démocrate intransigeant, ardent défenseur de l'école publique, socialiste intègre et convaincu, il avait adhéré à notre parti dès sa formation et était l'un des animateurs de notre cercle d'études politiques nivernais. D'origine très modeste, il s'était élevé par sa valeur, son courage et son labeur jusqu'au sommet de la hiérarchie enseignante ; mais il avait toujours le souci, dans ses paroles comme dans ses actes, de défendre la cause des plus obscurs. Le décès de Jules HELLER représente, pour la fédération de la Nièvre et pour le parti tout entier, une très lourde perte. A sa famille, à ses enfants, nous présentons nos condoléances attristées.

Correspondance municipale

Revue mensuelle d'éducation populaire et d'information sur la vie locale, municipale et régionale. Son N° 50 qui vient de paraître porte sur :

L'éducation populaire

- avec au sommaire :
- Les moyens de culture à partir de l'entreprise ;
- La formation des animateurs bénévoles et permanents ;
- Le congrès Education ouvrière et les congrès culturels cadre-jeunesse ;
- Le Centre itinérant d'Education populaire rurale ;
- La formation des syndicalistes ;
- La Fédération nationale des Centres culturels communaux ;
- Le Centre de documentation et d'animation culturelle de Belfort ;
- Une initiative de l'ADELS : le congrès d'éducation civique pour les élus locaux ;
- Présentation de quelques organisations d'Education populaire.

Prix du numéro : 1,50 F. Abonnement (10 N°) : 13 F. Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. N° 13.942.51, Paris, ADELS, 94, rue N.-D.-des-Champs.

Parti Socialiste Unifié — 6^e Section

REPRISE DES CARTES

La vie de Paris et des Parisiens

débat avec

Edouard DEPREUX, secrétaire national du P.S.U. et Claude DUBOIS, secrétaire de la Fédération de Paris.

BUFFET

SAMEDI 16 JANVIER 1965, de 16 h. à 19 h. 44, rue de Rennes, Paris (6^e).

PARIS ET SEINE-BANLIEUE

| École interfédérale de formation

Le samedi 9 et le dimanche 10 janvier, les fédérations de Paris et de Seine-Banlieue ont mis en route dans la forêt de Compiègne un nouveau cycle de leur école interfédérale de formation sur le perfectionnement des militants aux méthodes de connaissance du milieu, au travail en petits groupes et à l'animation locale.

Ce stage aura pour objet de permettre aux militants :

— de réfléchir aux méthodes actuelles de travail de leur section ;

— de rechercher les améliorations à préconiser et à réaliser en vue d'accroître l'efficacité du travail politique par une plus grande cohésion et une organisation plus adéquate de leur section ;

— de développer la connaissance et la maîtrise des méthodes d'étude du milieu social au sein duquel se situe leur section ;

— de leur faciliter la détention permanente des besoins et aspirations de toute nature de la population environnante, en suscitant la plus large participation possible de celle-ci à l'étude de ses propres problèmes et à la recherche des solutions qui correspondent et des actions propres à les promouvoir. Ces actions pourraient être mises en œuvre par la section locale du P.S.U., éventuellement en liaison avec d'autres groupes, sous forme d'activités échelonnées dans le temps et conçues comme une stratégie d'intervention locale à court, moyen et long terme.

En particulier, cette étude permanente du milieu local devrait permettre de discerner :

● quelle est la nature et l'intensité de la politisation ou de la dépolitisation de la population ;

● comment les groupes et partis politiques, dont le P.S.U., sont compris, admis, ignorés ou rejetés par cette population et quelles images ils donnent d'eux-mêmes.

Trois sujets principaux sont étudiés : a) le fonctionnement des réunions de section et les méthodes d'étude en groupe ;

b) la connaissance du milieu et la méthode d'enquête-participation ;

c) les techniques d'entretiens et d'interviews.

Méthodes : « Savoir » ne suffit pas, ce qui importe davantage est de « savoir faire ».

Aussi, sans supprimer totalement les exposés, qui restent nécessaires, la méthode qui sera utilisée au cours de ce cycle de perfectionnement appellera en permanence la participation active. Des exercices faciliteront la découverte et l'assimilation des notions théoriques. L'alternance des séances avec une application dans la section et le milieu local empêchera de faire œuvre abstraite et de décrocher du réel.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

RHONE

| Stage de formation

La Fédération du Rhône organise, le samedi après-midi, 20 février, et le dimanche 21, un stage de formation, avec la participation de G. Servet, responsable national à la Formation-Economiste, et A. Garnier, membre du C.R.E.S.A.L., sur le thème :

Economie régionale et contre-plan.

Les inscriptions sont reçues dès

maintenant au local de la Fédération, tous les soirs, de 19 h à 20 h, le samedi, de 15 h à 18 h, le dimanche, de 10 h à 12 h, 49, Montée de la Grande-Côte, Lyon (1^{er}). Tél. 28-21-08, ou par : Jo Petijean, 26, cours A.-Thomas, Lyon (8^e).

Un programme détaillé et les renseignements pratiques seront envoyés à tous les participants.

COMMUNIQUÉ

| Ligue des Droits de l'Homme

Le Comité central de la L.D.H., réuni le 4 janvier 1965, sous la présidence de M. Daniel Mayer, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

La Ligue des Droits de l'Homme,

Considérant, d'une part, qu'en régime républicain, c'est au Parlement seul qu'il appartient, au nom de la nation tout entière, d'accorder le pardon et l'oubli,

S'élève contre la conception même de la loi adoptée le 19 décembre dernier, grâce d'ailleurs à un nouvel usage abusif de la procédure dite du vote bloqué, et qui, pour la grande majorité des infractions, laisse, pour les mêmes faits, à la seule appréciation du chef de l'Etat, le droit d'oc-

troyer ou de refuser le bénéfice de l'amnistie,

Considérant, d'autre part, que parmi les rares infractions amnisties de plein droit figurent « celles commises en Algérie avant le 20 mars 1962 en réplique aux excès de l'insurrection algérienne », c'est-à-dire en fait essentiellement les tortures et les « rantonades »,

Regrette vivement que l'amnistie n'ait pas été accordée également aux quelques Français qui ont apporté à l'insurrection algérienne une aide sur laquelle la Ligue s'est gardée de porter un jugement de valeur, mais dont elle doit constater que cette aide a, le plus souvent, trouvé son explication précisément dans les tortures amnistées par cette loi.

PARTI SOCIALISTE UNIFIE — 7^e Section

REUNION PUBLIQUE

LES ECHEANCES ELECTORALES DE L'ANNEE 65... LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU GAULLISME...

JUSQU'OU VA ET JUSQU'OU PEUT ALLER DE GAULLE ?

avec GILLES MARTINET, Membre du Bureau National du P.S.U. et CHRISTIAN GUERCHE, Secrétaire-Adjoint de la Fédération de Paris.

JEUDI 21 JANVIER 1965 à 21 heures

RESTAURANT THOUMIEUX - 79, rue Saint-Dominique - 1^{er} étage

LES CONDITIONS DE L'UNITÉ

Personne ne croit plus que les municipales ne seront qu'un épisode apolitique et secondaire où l'on se comptera sur des querelles de clocher ou des problèmes de voirie. C'est la première grande bataille politique de l'année ; de son issue dépend dans une large mesure les conditions dans lesquelles seront abordées les luttes ultérieures et notamment l'élection présidentielle. Or le combat est mal engagé.

Pour battre le gaullisme — cohérent sous son double aspect économique et politique — la Gauche, et particulièrement les forces socialistes, se devaient d'opposer d'autres choix, également cohérents. C'est dire qu'une telle réponse ne pouvait se situer qu'à l'échelle nationale. L'absence d'un accord national des forces populaires défie toute logique ; les progrès de la lutte unitaire au cours des derniers mois, sur le terrain parlementaire comme sur celui des assemblées départementales et communales, plus encore sur le terrain social, créaient des conditions favorables ; la nouvelle loi électorale dictait la seule réplique possible. Un tel accord, à condition qu'il soit suffisamment souple pour s'adapter à des situations locales changeantes, à condition qu'il se fonde sur un programme limité mais précis, aurait donné au combat de la Gauche un dynamisme, une force conquérante qui auraient entraîné bien des hésitants. Tel était le sens de la proposition faite par le P.S.U. dès mai dernier et renouvelée à maintes reprises depuis.

L'absence d'un accord général est maintenant probable. Il ne suffit pas de le regretter ou de croire que quelques expériences locales se généraliseront de façon spontanée. Il faut examiner les choix qu'ont faits les uns et les autres et en peser les conséquences.

Le Parti communiste, fort de la prépondérance qui est la sienne au sein de la Gauche française, ne semble concevoir d'autre coalition unitaire que celle

qu'il est sûr de dominer. S'il refuse l'entente dès le premier tour dans les villes de moins de 30.000 habitants, c'est qu'il veut l'imposer au second tour sur une position de force. S'il exige la majorité absolue dans les listes qu'il accepte de constituer avec d'autres — que les chiffres lui donnent ou non raison peu importe — c'est qu'il n'offre de gestion commune qu'à ceux qui se reconnaissent d'abord dépendants. Là où il ne peut imposer cette suprématie, il préfère l'absence d'accord. Du même coup il s'affirme hostile au vrai dialogue qui permettrait à la situation d'évoluer.

Le Parti socialiste a choisi lui aussi la voie de la facilité. Il pouvait poursuivre l'évolution amorcée lors de son dernier congrès, rompre résolument avec un opportunisme et des types d'alliances qu'il avait lui-même condamnés, présenter avec clarté les options qui sont les siennes et proposer une discussion à la Gauche française. Mais il fallait régler le passif, accepter en termes clairs de perdre de nombreuses mairies acquises avec l'appui de la Droite. Les décisions de son dernier congrès ont montré qu'il se refusait ou qu'il ne pouvait plus faire ce choix et qu'il se condamnait à quémander tantôt à droite tantôt à gauche des positions qu'il est rarement capable de contrôler seul. Du même coup, la S.F.I.O. perd toute possibilité d'autonomie ; en province, elle s'affirme comme la force d'appoint des conservateurs ; dans la Seine, elle hypothèque ses mairies de banlieue en les offrant à la conquête plus ou moins rapide du Parti communiste pour quelques postes de conseillers municipaux sur Paris qu'elle ne conservera qu'aussi longtemps que le P.C. jugera bon de lui en faire l'aumône. Elle accroît du même coup ses contradictions internes et, comme elle ne peut les surmonter sans risque d'éclatement, elle est réduite à maintenir sa cohésion en se conduisant de plus en plus comme un syndicat d'intérêts. Bénéfique à court terme peut-

être, ce choix n'en risque pas moins à la longue de lui être mortel.

L'important est de prendre conscience que ce double choix pèse en faveur de l'immobilisme ; il conduit à poser le problème de l'unité en termes de subordination ou de coexistence, mais non pas de rénovation puisque celle-ci implique à terme dépassement des anciennes lignes de clivage et formation de regroupements nouveaux en fonction des problèmes d'aujourd'hui.

Une telle situation rend particulièrement difficile la position du P.S.U. Son existence n'a plus de sens s'il accepte de cautionner les pratiques de l'immobilisme, sous prétexte de sacrifier au vocabulaire unitaire et s'il accepte de devenir ainsi le plus petit des partis de gauche traditionnels ; par ailleurs, ses efforts pour définir les conditions d'une rénovation de la Gauche n'ont aucune chance de portée s'il est inscrit en dehors des traditions du mouvement ouvrier français et de la poussée unitaire. Il lui faut rejeter à la fois la tentation de l'isolement et celle de l'unité à tout prix. Il doit être conscient qu'aucune accélération ne peut remplacer la lente maturation qui s'effectue même au sein des situations apparemment figées. Il lui faut sans cesse, avec patience et sens des responsabilités, persévérer dans la ligne qu'il s'est tracée.

C'est pourquoi le Bureau national, par delà les péripéties de la préparation des municipales, choisit précisément ce moment pour s'adresser de nouveau au Parti communiste et au Parti socialiste. Répondant à chacun d'eux, il leur propose d'amorcer la discussion sur les grands problèmes dont la solution conditionne le contenu d'une entente réelle et durable entre les forces populaires, d'une unité qui soit autre chose qu'un slogan.

Marc HEURGON.

ANGERS : Un exemple à suivre

Un accord de toutes les forces populaires est conclu à Angers en vue des prochaines municipales. Il est intéressant, non seulement parce qu'il rassemble les signatures des quatre organisations de gauche, mais parce qu'il témoigne du désir commun d'élargir l'alliance des partis politiques aux organisations syndicales, familiales, scolaires, de jeunes et de les associer à la discussion de la plate-forme commune.

Le texte ci-joint a été adressé à une trentaine de groupements et organisations :

Angers, décembre 1964.

Monsieur le président,

Les Partis communiste, socialiste S.F.I.O., P.S.U., Rassemblement démocratique ont décidé

d'unir leurs efforts pour présenter une liste commune aux prochaines élections municipales, répondant en cela aux exigences de la loi électorale et au désir grandissant de la population.

Ils souhaiteraient même déborder le cadre étroit de leurs organisations politiques pour intéresser plus directement à la consultation et à l'établissement d'un programme d'action municipale les syndicats, les associations de travailleurs, commerçants, artisans, foyers de jeunes et de vieux, groupements culturels, familiaux et sociaux, etc.

Toutes les élections ont un caractère politique. La liste que nous souhaitons constituer doit, sur le plan national, être une condamnation de l'U.N.R., du gaullisme et de la réaction, de sa

politique économique et sociale, de sa ruineuse force de frappe, de sa conception monarchique du pouvoir, de sa politique internationale qui isole la France et aggrave la tension entre les peuples.

Dans la gestion municipale, nous entendons être les défenseurs du monde du travail, hommes et femmes, des jeunes et des vieux, de ceux qui montent vers la vie active, de ceux qui, leur tâche faite, ont droit au repos et à la quiétude.

Nous voulons qu'un plan cohérent de développement assure à notre ville d'Angers logements et travail pour tous, écoles pour les enfants et les étudiants, terrains de sport et piscines pour la jeunesse.

Nous souhaitons instaurer dans

notre ville une véritable démocratie municipale où les élus sont en contact permanent avec leurs électeurs.

Pensant que vous pouvez nous apporter votre concours, nous vous demandons :

1) Quels sont les aspects de l'action municipale qui retiennent particulièrement votre attention et les suggestions que vous pourriez présenter dans ce domaine ;

2) Si vous accepteriez de participer à des réunions communes pour l'élaboration de ce programme...

Pour le P.C. : SICARD.

Pour la S.F.I.O. : MORON.

Pour le P.S.U. : SECHER.

Pour le Rassemblement démocratique : PERREIN.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le contenu de l'accord dans la Seine entre le P.C. et la S.F.I.O.

On connaît maintenant les lignes exactes de l'accord conclu cette semaine dans la Seine entre le P.C.F. et la S.F.I.O. Il est bon d'en examiner les détails pour en comprendre l'esprit.

A Paris, les contractants se sont taillés la part du lion dans les secteurs où ils estiment probable une victoire de la gauche, à savoir les 11^e, 13^e, 19^e et 20^e arrondissements. Deux de ces secteurs (19^e et 20^e) ont été complètement bloqués par eux ; dans les deux autres, ils ont proposé un siège au P.S.U. (13^e) et un aux radicaux (11^e), afin que la caution de ceux-ci permette d'évoquer une entente de toute la gauche et que, dans les autres secteurs, les listes S.F.I.O.-P.C. puissent bénéficier de leurs voix, sans lesquelles il n'est pas de victoire possible. Ainsi, sur les vingt-trois sièges probables, le P.C. s'en adjuge seize, ce qui est normal, et en accorde cinq à la S.F.I.O., ce qui ne l'est pas ; le P.S.U. et les radicaux se contenteront chacun d'un seul.

Si l'on se réfère aux dernières élections, celles de 1962, les chiffres étaient les suivants pour les mêmes secteurs :

	Voix	Candidats	(en %)
P.C.	92.769	pour 8	75 %
S.F.I.O.	13.605	pour 6	11 %
P.S.U.	11.779	pour 4	9,6 %
Radicaux	5.613	pour 2	4,4 %

Ainsi, par la grâce du Parti Communiste, la S.F.I.O. obtient une représentation sans aucune mesure avec son importance réelle. Il s'agit

Communiqué des Fédérations de la Seine

Les Fédérations de la Seine du Parti Socialiste Unifié ont rencontré, le 9 janvier, les Fédérations du Parti Communiste et de la S.F.I.O. ; elles ont pris connaissance des projets d'accord récemment mis au point par ces deux organisations et qui se fixent comme objectif, à Paris comme dans les principales communes de banlieue, de battre l'U.N.R. et la réaction, en constituant des listes uniques de toute la gauche.

Force est de constater que le projet proposé ne répond pas, dans sa forme présente, à un tel objectif. Il s'agit d'un cartel électoral tourné vers le passé, qui ne vise qu'à conserver des positions acquises en 1959, à confirmer des sphères d'influence datant d'une époque où la S.F.I.O. avait conquis la plupart de ses mairies avec l'appui de la droite. Aucun compte n'est tenu des résultats de 1962 qui permirent à des forces neuves, notamment au P.S.U., de commencer à s'affirmer. Fait plus grave encore, une attention insuffisante est portée aux perspectives nouvelles de 1965 : il est aujourd'hui possible d'obtenir l'appui actif de militants syndicalistes ou d'organisations populaires ; il est possible d'entraîner des milliers de jeunes qui accèdent à la vie politique. Il faut, pour cela, offrir à tous des perspectives d'avenir fondées sur une plate-forme municipale discutée en commun et défendue par des listes représentatives des diverses forces de gauche.

C'est pourquoi, au cours de nouvelles rencontres avec le Parti Communiste et la S.F.I.O. (la prochaine est fixée au 16 janvier), le P.S.U. fera tout pour parvenir à un accord différent de celui qui est proposé et qui réaliserait l'union de toute la gauche.

Le 10 janvier.

d'un cadeau, et qui plus est, d'un cadeau sur le dos des autres.

Dans les communes de banlieue, l'accord ne porte que sur celles qui dépassent 30.000 habitants, le Parti Communiste, fidèle à sa tactique nationale, se refusant à l'union dès le premier tour dans les autres. Il faudra, de plus, excepter du lot la commune de Boulogne-Billancourt, puisque, malgré l'accord passé sur le plan fédéral, le maire, Le Gallo, élu député par les communistes en 1962, a fait rejeter l'accord dans sa section, par 41 voix contre 23, et malgré la présence de Claude Fuzier venu spécialement le défendre ; il n'acceptera aucun communiste sur sa liste et s'entendra avec la droite. Il semble que la S.F.I.O. rencontre aussi des difficultés variées à Courbevoie, à Levallois, à Clamart et à Issy-les-Moulineaux ; le renversement des alliances ou la part majoritaire taillée au P.C. n'est pas du goût de tous. Ainsi, à Issy-les-Moulineaux, la section S.F.I.O. a décidé, par 39 voix contre 19, de maintenir les alliances centristes, malgré l'accord fédéral. Certains maires S.F.I.O., élus traditionnellement par la droite, ne contemplant pas sans panique l'adjoint commu-

niste que leur impose le nouvel accord. S'il en est ainsi à l'échelon des militants, malgré les décisions réaffirmées de la Commission exécutive Fédérale, personne ne peut prévoir ce qu'il en sera à celui des électeurs.

Cela dit, la situation est si complexe qu'il faut examiner en détail les bases proposées par l'accord.

Dix-huit municipalités sont actuellement gérées par les communistes. Dans toutes, le P.C. laisse pénétrer la S.F.I.O., mais ne lui accorde que quelques strapontins : 3 contre 30 à Aubervilliers ; 3 contre 28 à Bagneux ; 4 contre 29 à Drancy. Or, dans ces communes, la S.F.I.O. n'existe pas et, en 1962, elle n'avait présenté aucun candidat. Le cas le plus typique est celui de la « ville-symbole » d'Ivry, où la S.F.I.O. obtient 2 sièges sur 31, alors qu'elle n'avait présenté aucun candidat ; le P.S.U. n'en obtient aucun pour ses 409 voix. Bagnoleff confirme la règle, puisque le chiffre des voix : P.C., 7.560 ; P.S.U., 1.374 ; S.F.I.O., 1.241, est mathématiquement traduit par : 23 P.C. ; 0 P.S.U. ; 3 S.F.I.O. A Gennevilliers, le P.S.U. a dépassé la S.F.I.O., ce qui donne en toute logique : 29 P.C. ; 4 S.F.I.O. ; 0 P.S.U.

A Champigny, à Montreuil, à Bobigny, il est vrai que le jeune P.S.U. n'a pas d'expérience électorale sous son sigle, mais il a su faire une place déjà honorable et trouver une audience auprès des nouvelles couches accédant à la vie politique. Il n'en est tenu aucun compte dans un accord qui veut rassembler l'ensemble des forces de gauche.

Huit municipalités sont actuellement gérées par la S.F.I.O. A la seule exception de Bondy, toutes ont été conquises contre la gauche en 1959 : Boulogne-Billancourt, avec le M.R.P. ; Clamart, avec l'U.N.R., la droite et le M.R.P. ; Clichy, avec le M.R.P. ; Epinay, avec le M.R.P. et l'U.N.R. ; Issy-les-Moulineaux et Puteaux, avec le M.R.P. et les modérés ; Suresnes, avec le M.R.P., les modérés et l'U.N.R. Aux termes de l'accord, la S.F.I.O. conserve toutes ces mairies, le P.C. venant remplacer les voix de la droite, mais pour prix du marché, pénétrant en force dans les municipalités. A Clichy, par exemple, le P.C., avec 8.084 voix, se contente de 13 sièges, contre 20 à la S.F.I.O. (4.491 voix) ; le P.S.U. est totalement éliminé malgré ses 1.093 voix et un conseiller sortant. Le cas le plus re-

marquable est celui de Clamart où, en 1959, le parti de Guy Mollet obtint la mairie des mains du général de Gaulle, en 1962, la S.F.I.O. arriva en queue de tous les partis : U.N.R. (6.927) ; P.C. (5.670) ; P.S.U. (2.039) ; M.R.P. (2.027) ; indépendants (1.524) ; S.F.I.O. (1.330). Aujourd'hui, le parti communiste propose 17 S.F.I.O. contre 13 P.C. ; il paraît que parmi les 3 autres sièges, on envisage d'accorder l'un d'eux au P.S.U.

Onze municipalités sont actuellement gérées par l'U.N.R. et la réaction. Parmi elles, quatre ou cinq peuvent être conquises par la gauche, avec des chances plus ou moins grandes de succès : Courbevoie, Colombes, Levallois, Maisons-Alfort, Créteil. Le P.C. a exigé et obtenu la majorité absolue sur les listes de toutes ces communes ; il accorde à la S.F.I.O. environ le tiers des sièges, la part de celle-ci étant d'ailleurs d'autant plus forte qu'il y a moins de chances d'emporter la mairie. Ainsi, à Colombes, les chiffres donnent : P.C. (9.906 voix en 1959), 22 sièges ; S.F.I.O. (1.787), 10 sièges ; P.S.U. (2.297), 3 sièges. A Maisons-Alfort, on traduit : P.C. (6.139), 20 sièges ; S.F.I.O. (pas de candidat), 10 sièges ; P.S.U. (2.494), pas de siège.

Les Fédérations de la Seine du P.S.U. ont fait connaître, dans un communiqué public, le jugement extrêmement sévère qu'elles portaient sur un tel procédé. Colère d'avoir été

Grenoble : la discussion continue

Plusieurs fois interrompue, la discussion entre les forces de gauche pour la constitution d'une liste d'union lors des prochaines élections municipales vient de reprendre à Grenoble. On sait que le Parti Communiste exigeait la majorité absolue sur la liste, solution rejetée par ses partisans. Le secrétaire de la Fédération communiste fit alors la proposition de 18 communistes, 18 S.F.I.O. et P.S.U. et d'une « personnalité démocratique » que le P.C. proposerait aux autres organisations. La Fédération P.S.U. remarqua que le choix d'une personnalité « en fait irresponsable, mais appelée à jouer le rôle d'arbitre... ne pouvait relever que d'une conception peu démocratique du rôle prépondérant d'une personnalité unique... »

Une nouvelle réunion de trois organisations s'est tenue le 11 janvier. Pour essayer de débloquent la situation, le P.S.U. a fait une nouvelle proposition : la liste comprendrait 17 P.C., 16 S.F.I.O., 4 P.S.U. ; il serait entendu qu'en cas de victoire le Parti Communiste désignerait le maire et quatre adjoints sur huit ; la S.F.I.O. aurait trois adjoints et le P.S.U., un. Les organisations doivent délibérer sur ces nouvelles propositions.

tenu en dehors des négociations et de constater en prenant connaissance de l'accord qu'il se fixe ouvertement pour but de « battre l'U.N.R., la réaction, et le P.S.U. » ? Pas seulement, encore qu'aucun parti ne puisse accepter le suicide volontaire et que, dans le rapport de forces qui est celui de la région parisienne, il puisse être fort dangereux pour l'ensemble de la gauche de nous contraindre à imposer notre présence malgré tout.

Mais notre inquiétude est plus fondamentale et n'obéit pas à des considérations partisans. Tout le monde sait depuis longtemps que les appareils du P.C. et de la S.F.I.O. sont en état de s'entendre pour des cartels électoraux ; nous avons souvent dit et nous répétons que ces directions risquent de ne pas aller au-delà et qu'en fin de compte, l'unité des travailleurs n'y gagnera pas forcément.

Car à supposer que cet accord soit électoralement payant, sur quelle gestion unitaire débouchera-t-il ? Chacun des deux partis vise à conserver soigneusement ses bastions, sans tenter d'y associer l'autre. Les communistes seront les otages de Dardel à Puteaux, comme les socialistes seront ceux de Barbet à Nanterre. Il s'agit bien là d'un simple cartel, au sens où les ententes capitalistes se partagent un marché.

Bien entendu, les questions de programme sont laissées à l'arrière-plan ; on publierait, paraît-il, une courte déclaration commune en tête de chacune des listes. Mais la S.F.I.O. a expressément rejeté toute discussion sur les problèmes nationaux. On voit mal, en effet, comment elle pourrait mettre en avant des objectifs suffisamment souples pour recevoir l'accord des communistes dans la Seine, du M.R.P. à Arras, d'André Morice à Nantes, des indépendants à Marseille et de l'U.N.R. à Mulhouse. On s'est donc contenté de se promettre l'absence de toute attaque au cours de la campagne électorale ; on fera disparaître les points de désaccord, non en les surmontant, mais en les taisant. Cela nous promet quelques déclarations négatives sur les quelques déclarations positives sur le pouvoir personnel, la délégitimation des libertés locales, les dangers de la force de frappe. Mais il est à craindre que, sur ces points comme sur les autres, les contractants ne se contentent pas en état de formuler des propositions constructives. Objectera-t-on que ce ne sont pas là des problèmes à évoquer dans une campagne municipale ? C'est, en effet, ce que dit l'U.N.R. et c'est donc accepter de se placer sur le plus mauvais terrain, celui de l'adversaire. La défense des sortants n'a jamais été un thème bien mobilisateur et il n'est nullement certain que certains maires ou conseillers municipaux soient, parce que de gauche, de brillants porte-drapeau.

On pourrait et devrait obtenir le concours de nombreux représentants des forces syndicales ou populaires, mobiliser les organisations de jeunesse, mais il faudrait pour cela offrir à tous les raisons de s'engager dans une telle bataille où ils se sentiraient concernés. Il ne semble pas qu'une attention suffisante ait été portée à ce problème.

Une fois de plus, la gauche risque donc d'engager le combat dans les pires conditions. Il est encore temps, mais il est tout juste temps, de redresser la situation (1).

M. H.

(1) « L'Humanité » du 11 janvier consacre un commentaire critique au nouveau communiqué des Fédérations P.S.U. de la Seine, sans en citer une ligne. L'organe du P.C. ajoute : « le 9 janvier... la Fédération du P.S.U. a présenté des revendications disproportionnées aux forces qu'elle représente dans le département de la Seine. » En réalité, la délégation du P.S.U. a reçu notification des propositions arrêtées par le P.C. et la S.F.I.O. ; elle a demandé s'il s'agissait d'un ultimatum ; il lui a été répondu que non ; la délégation du P.S.U. a effectivement fait savoir que dans leur forme actuelle ces propositions lui semblaient inacceptables, mais elle a ajouté qu'elle allait les étudier, donnerait des réponses précises et ferait éventuellement des contre-propositions lors de la prochaine réunion, fixée au 16 janvier. Elle n'a donc pas pu présenter des « revendications disproportionnées », pour l'excellente raison qu'elle n'en a présenté aucune.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgatche
6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

La discussion sur l'unité d'action se poursuit

Nous avons publié dans Tribune Socialiste du 28 novembre 1964, les lettres que le Bureau National du P.S.U. a adressées, sur mandat du Comité Politique National, au

Parti Communiste, au Parti Socialiste S.F.I.O. et à Gaston Defferre. Nous ouvririons ainsi une discussion indispensable à l'occasion de la préparation des élections municipales

et du choix d'un candidat unique de la gauche à l'élection à la présidence de la République.

Dans Tribune Socialiste du 19 décembre, on a pu lire les réponses que nous

avons reçues. Le Bureau National les a attentivement étudiées. Il s'est félicité de ce que, malgré les divergences de vues qui subsistent et les réticences, ces textes prélu-

dent à un échange de vues qui doit être fructueux. Nous publions aujourd'hui les deux réponses du Bureau National. La discussion est ouverte. Elle se poursuivra.

RÉPONSE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Chers Camarades,

Nous avons pris connaissance de la lettre qui nous indique comment vous envisagez d'engager et de poursuivre la discussion ouverte pour une candidature commune de la gauche à la présidence de la République.

La discussion d'un programme est un objectif qui nous est commun à ce propos, et nous sommes tout à fait d'accord avec vous pour estimer qu'il est possible d'entamer cette discussion dès à présent.

C'est pourquoi nous vous faisons parvenir quelques éléments de réflexion sur le programme élaboré par votre parti en 1964. Nous pensons qu'il sera facile de poursuivre de vive voix cet échange de vues au cours des prochaines semaines.

Tout comme vous, nous pensons que la discussion et la mise au point d'un programme commun aux différentes organisations de travailleurs sont une des conditions du succès du regroupement des forces du mouvement ouvrier et socialiste, nécessaire pour venir à bout du gaullisme. Nous pensons, par suite, que toute discussion sur le programme doit s'accompagner d'une large discussion sur les problèmes de l'unité en vue de réaliser une entente durable de l'opposition socialiste au régime.

Les luttes sociales récentes viennent de montrer quelle était la force de la volonté d'action unie, et elles nous invitent d'ailleurs à faire preuve de plus d'initiative en ce domaine. Sans sous-estimer, négliger ni déprécier les différences idéologiques et de situation qui continuent à caractériser le mouvement ouvrier français, nous croyons que la définition en commun de conditions assurant des rapports démocratiques mutuels, permettant à la masse des militants, et des inorganisés, d'exprimer leurs aspirations et de contrôler l'application d'un programme, aurait pour résultat de créer un climat favorable à une très large mobilisation populaire. Cette mobilisation ne sera en effet efficace que si elle dépasse les considérations tactiques pour viser la réalisation d'un programme étudié en commun.

Nous pensons également que l'on doit maintenant préciser les frontières sociales, de classe, du regroupement des forces populaires, notamment à l'occasion des élections présidentielles. Le programme et le regroupement peuvent tenir en un mot : orientation vers le socialisme, contre le capitalisme ancien ou nouveau. Comme vous-mêmes l'indiquiez au cours de votre XVII^e Congrès, nous pensons en effet qu'on ne peut tenter de refaire ce que fut le « Front populaire », dont les conquêtes n'ont pas fait oublier les limites.

Deux circonstances permettent de poser ces questions en toute clarté : les prochaines élections municipales, puis les élections présidentielles.

Nous estimons qu'aujourd'hui encore, pour les élections municipales, des listes d'union manifestant l'entente des organisations des travailleurs sur une tactique et un programme communs, peuvent être réalisées en un grand nombre de cas, et pas seulement dans les villes de 30.000 habitants où la loi nous y pousse malgré tous les obstacles. A défaut d'un accord national que nous avons proposé et que nous croyons toujours nécessaire, des accords locaux, aussi nombreux que possible, doivent être recherchés.

Quant aux élections présidentielles, elles nécessitent une façon nouvelle d'aborder le problème, compte tenu des candidatures déclarées ou à prévoir. C'est à la fois une question de programme et une question d'organisation.

Il nous paraît indispensable d'aboutir à une candidature commune des grandes organisations de travailleurs, ouvrières et socialistes. Cela ne sera possible que si l'on parvient à ouvrir une discussion étendue à toutes les régions du pays et ouverte à tous ceux qui désireront ou accepteront d'y participer.

A la discipline plébiscitaire que le régime nous impose pour cette élection, opposons le rassemblement du peuple dans ses plus lointaines ramifications. Il paraît souhaitable que la possibilité d'une « candidature unique de la gauche » soit discutée tant au niveau régional que départemental. La

question ne serait plus alors réservée à des consultations de sommets, mais à l'ensemble des travailleurs unis dans leurs syndicats, associations et partis.

Les différents points que nous venons d'aborder pourraient être discutés dans une première réunion entre nos représentants, que nous souhaitons prochaine.

ANNEXE

Note sur le programme :

Nous concentrerons les remarques suivantes sur certains points du paragr. III de la résolution adoptée au XVII^e Congrès du Parti communiste (14-17 mai 1964), qui définit un programme.

1. Vous définissez une « véritable démocratie » comme objectif de lutte. Nous avons parfois employé des termes semblables. Toutefois, il nous paraît évident qu'il ne peut y avoir de vraie démocratie en dehors de rapports socialistes. Bien entendu, des rapports de type socialiste peuvent être conçus et recherchés de différentes façons. C'est précisément ce point qui doit être discuté, car l'expérience montre qu'il existe à cet égard des divergences sérieuses entre nous. Comment le socialisme peut-il être développé en France ? Voilà la vraie question.

2. Vous parlez de « débarrasser la France du pouvoir personnel » en établissant un « gouvernement républicain » appuyé sur l'entente des partis et organisations « démocratiques ». Selon nous, il faut débarrasser la France du pouvoir capitaliste incarné dans un homme presque omnipotent. Qui sont les « partis démocratiques » ? Les organisations qui peuvent s'atteler à cette tâche sont essentiellement des organisations socialistes, auxquels peuvent se joindre des groupements « démocratiques » sans doute.

3. Vous envisagez « un pouvoir de contrôle et de gestion dans le domaine économique et social », attribué « aux travailleurs et à leurs organisations ». Comment ce contrôle et cette gestion pourront-ils être assurés ? Nous pensons qu'il faut songer à la spécification des pouvoirs et droits

de ces organismes (syndicats, commissions, associations, conseils, chambres).

4. Vous proposez une « Constitution démocratique ». Dans l'immédiat, il faudrait élire une Assemblée nationale à la proportionnelle, qui élaborerait une nouvelle Constitution.

Dans l'énoncé des « garanties effectives des droits de l'homme et du citoyen », nous trouvons une série d'affirmations qui sont aussi les nôtres, encore que les libertés fondamentales d'opinion, d'association et d'expression doivent être expressément garanties. Mais, dans l'immédiat, ou bien une assemblée serait élue d'après la Constitution de la V^e République, ou bien elle serait convoquée par un gouvernement de transition désigné par un président de la République, appuyé par l'entente d'un « front socialiste et démocratique ». Seule la seconde solution permettrait la mise en place d'institutions nouvelles, dont il faut discuter dès à présent la forme et les fonctions.

5. Quant au programme économique, vous proposez « un programme de nationalisations » et de « démocratisation du secteur nationalisé », et vous envisagez « l'application d'un plan de développement du secteur nationalisé et des secteurs prioritaires de l'économie élaboré démocratiquement avec la participation des organisations ouvrières ». La place et le rôle du plan, question essentielle qui prime désormais celle des nationalisations, méritent d'être largement débattus. L'articulation du plan avec les institutions politiques et sociales doit être étudiée de près. Jusqu'à présent, votre parti n'est pas entré dans l'énoncé ou la discussion d'une politique de planification, et de ses rapports avec le démantèlement du pouvoir capitaliste. Il nous paraît urgent d'ouvrir cette discussion.

En matière internationale, vous écrivez qu'une politique de détente internationale « favoriserait le désengagement de la France à l'égard des pactes militaires et

permettrait une politique authentiquement nationale dans le cadre de la coexistence pacifique ». Ces formules nous paraissent obscures. Pour notre part, nous préconisons le désengagement de tous les pays européens vis-à-vis des grands blocs militaires, de l'Est comme de l'Ouest (pour la France, de l'O.T.A.N.), une politique de neutralité, l'abandon de toute politique militaire atomique. Nous sommes hostiles à une politique « authentiquement nationale » qui apporte de l'eau au moulin gaulliste, et partisans d'une politique de coordination ouvrière et sociale à l'échelle européenne, contre l'emprise des grands trusts français, européens et internationaux.

Nous limitons ici l'indication de certains thèmes fondamentaux sur lesquels il nous paraît indispensable d'ouvrir le débat pour un programme commun. Les autres questions pourront être abordées ensuite.

Le Bureau National du P.S.U.

RÉPONSE AU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

Camarades,

Nous avons pris connaissance avec intérêt de votre réponse à notre lettre du 23 novembre.

Nous jugeons encourageant que vous considériez, comme nous, que des discussions doivent avoir lieu entre l'ensemble des organisations se réclamant du socialisme sur les problèmes qui continuent de les séparer. Et chacun comprend que ces discussions ne peuvent être menées seulement par échange de lettres, mais bien par une série de confrontations non seulement sur le plan national, mais aussi entre militants de fédérations, voire entre militants de sections des diverses organisations.

Nous ne croyons pas utile de polémiquer sur les appréciations que nous pouvons porter les uns et les autres sur la force de nos organisations respectives. Si nous voulons vraiment que la cause du socialisme et de la démocratie progresse, nous avons besoin de toutes les forces. C'est pour cette raison également que nous ne comprenons pas que vous considériez que certaines questions doivent être débattues avec le seul Parti communiste, d'autres avec le P.S.U. seulement.

Vous nous dites que vous attendez une évolution « plus décisive » du Parti communiste. Nous pensons qu'une telle évolution ne doit pas être seulement « attendue ». Il faut l'aider, la faciliter, l'encourager, non certes, par des complaisances à l'égard des pratiques d'inspiration stalinienne, mais par des initiatives, des propositions d'action et aussi, bien entendu, par des discussions publiques.

Ce que vous écrivez d'une éventuelle entente directe entre la S.F.I.O. et le Parti communiste ne nous gêne nullement. Nous avons toujours affirmé que la réalisation de l'unité politique du mouvement ouvrier français était l'un des objectifs essentiels de notre combat. C'est dire l'importance que nous attachons aux rapprochements qui peuvent se produire entre ces deux partis.

Nous savons cependant que de tels rapprochements n'auront jamais qu'un caractè-

rière tactique, épisodique, éphémère, tant que le P.C. aussi bien que la S.F.I.O. demeureront enfermés dans les positions du passé, tant que les idées, le programme, les structures et les méthodes de la rénovation socialiste ne se seront pas davantage imposés dans leurs rangs.

Ces idées, le P.S.U. ne prétend pas en avoir le monopole; il ne prétend pas davantage en avoir déjà donné une définition entièrement satisfaisante. Mais il constate qu'il est, dans les circonstances actuelles, le seul parti à les représenter et à avoir fondé sur elles toute son action. C'est pourquoi nous n'avons jamais conçu notre rôle comme celui d'un courtier entre votre parti et le Parti communiste.

Cela dit, si vous êtes logique avec votre déclaration, comment pouvez-vous écarter l'idée d'un débat avec les communistes, qui porterait non seulement sur les principes généraux, mais aussi sur le programme et sur les relations démocratiques qui doivent être établies entre les différentes organisations populaires.

La discussion sur les principes généraux, nous l'avons eue avec vous, et avec les représentants d'autres courants socialistes à l'occasion des colloques. L'expérience a montré qu'elle ne peut déboucher sur des résultats très positifs tant qu'elle demeure cantonnée au domaine des principes, tant qu'elle ne concerne pas également les prises de position pratiques.

Notre participation aux colloques socialistes a été en grande partie déterminée par l'examen des résolutions du Congrès où cette initiative avait été envisagée, c'est-à-dire de votre Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Votre Parti s'orientait alors vers une condamnation des expériences centristes et de cette expression suprême de l'opportunisme politique qu'on appelle le « cartel des non ». Nous nous sommes réjouis à l'époque de l'évolution qui était ainsi amorcée. Or, nous devons constater aujourd'hui que les recommandations de votre dernier Conseil national à propos des élections municipales sont très en recul pour ne pas dire en contradiction avec ces résolutions d'Issy-les-Moulineaux.

C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité d'une discussion sur le programme et la stratégie, discussion qui, vous le savez bien, doit prendre, à un moment ou à un autre, la forme d'une discussion d'organisation à organisation et non plus d'un débat dans le cadre d'un colloque.

Au demeurant, votre candidat, Gaston Defferre, a parlé programme et évoqué nos propositions. Il ne pouvait pas ne pas le faire. Il ne peut pas davantage prétendre imposer les éléments de plate-forme qu'il a mis en avant aux différents partis et syndicats dont l'appui lui serait indispensable pour obtenir le rassemblement des forces de gauche. Certaines de ses déclarations ne manquent pas, en effet, d'être inquiétantes:

— Comment engager la lutte contre le système si on ne propose que des modifications secondaires aux institutions gaullistes ?

— Comment libérer véritablement la France des charges écrasantes du budget d'armement et de la politique des blocs si nous ne nous prononçons pas clairement contre toute forme d'armement atomique ?

— Comment imaginer que le candidat de l'opposition socialiste ne prenne pas à son compte le programme du C.N.A.L., etc.

Nous savons sans doute qu'un long effort sera nécessaire pour que nous puissions définir en commun, toutes organisations politiques de gauche et syndicales réunies, les conditions de la marche vers la démocratie socialiste en France. Mais nous savons tous qu'aucune perspective de démocratie socialiste ne peut être ouverte tant que les forces de gauche, toutes ensemble, n'agissent pas dans la même direction, sur la base d'un accord politique à long terme. Faute de quoi, il n'y a même aucune chance d'en finir avec le régime actuel.

Nous croyons donc qu'il serait utile que nous nous rencontrions pour examiner suivant quelle modalité pourrait être menée une telle discussion.

Le Bureau National du P.S.U.

SYNDICATS

Grève du secteur public différée.

A la fin de décembre, les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. du secteur public — qui s'étaient déjà concertés avant le 11 décembre — décidaient le principe d'un nouvel arrêt de travail, la date devant être arrêtée après discussion avec la F.E.N. et les organisations F.O.

La C.G.T. et la C.F.D.T. considéraient que l'action entreprise depuis le début de décembre avait « contraint le gouvernement à annoncer une reprise des discussions en janvier ». Cependant, la majoration de 1 p. 100 du salaire de base dans les entreprises nationalisées et l'avancement de deux mois des travaux des commissions Grégoire devant fixer la masse salariale n'étaient pas considérés comme des éléments nouveaux. Les syndicats estiment, en effet, que ces commissions, instituées à la suite du rapport Toutée, ne permettent pas une négociation véritable. Le gouvernement fixerait unilatéralement le montant global des rémunérations; seule la répartition des crédits disponibles étant discutée avec les directions des entreprises intéressées. Les syndicats préféreraient négocier directement avec celles-ci. Mais peut-il en être ainsi tant que les entreprises nationalisées n'ont pas une véritable autonomie de gestion ?

Les difficultés de la politique contractuelle sont également illustrées par le refus des syndicats Renault de reconduire l'accord d'entreprise qui existait depuis 1955 et qui avait été fréquemment cité comme un modèle du genre. Contrairement à ce qui s'était passé en 1958 par la création du fonds de garantie (permettant d'indemniser partiellement les heures perdues en cas de baisse d'activité) et en 1963 par l'instauration de la quatrième semaine de congés payés, le projet d'accord proposé par la Régie ne comportait pas d'avantages nouveaux. Les syndicats auraient voulu obtenir en particulier une réduction de la durée hebdomadaire du travail sans perte de salaire, ce que la direction a jugé incompatible avec « les difficultés à court terme » de l'industrie automobile. Seuls les cadres de la C.G.C. ont souscrit à des propositions qui se contentaient de maintenir les avantages acquis. Les autres organisations espèrent obtenir mieux en fonction du développement général de l'action revendicative.

Un tel développement est facilité par l'attitude le plus souvent intransigeante du gouvernement et du patronat, mais se heurte aussi au degré inégal de combativité dans les différentes corporations. Tout d'abord, dans le secteur public. Les agents de l'E.D.F. et les cheminots sont plus enclins à se battre que les fonctionnaires ou même les mineurs à qui le gouvernement vient de consentir une augmentation un peu plus forte que celle attribuée aux autres salariés du secteur nationalisé. Le gouvernement

prétend d'ailleurs vouloir rémunérer avant tout la « technicité », ce qui va à l'encontre des revendications partielles des syndicats.

Ce sont sans doute ces difficultés qui ont conduit la cinquantaine d'organisations du secteur public, réunies le 8 janvier, à la Bourse du Travail, à différer le mouvement de grève dont le principe avait été arrêté en décembre. Il y avait là, outre les représentants des fédérations C.G.T. et C.F.D.T., ceux de la C.G.C. — qui joue en particulier un rôle important à l'E.D.F. — des organisations autonomes comme les cadres de la S.N.C.F. et les dirigeants des mineurs qui se réclament toujours de la C.F.T.C. (malgré la création d'une organisation concurrente C.F.D.T.). Etait également présente la F.E.N. qui établit la liaison entre F.O. et les autres syndicats. Finalement, après de longues discussions, il fut décidé de laisser un « délai de réflexion » au gouvernement — ce qui peut être également un moyen habile de se concilier une partie de l'opinion publique émue par la perspective d'une nouvelle grève de l'électricité.

Toutefois un mouvement plus puissant que celui du 11 décembre serait lancé avant la fin de janvier si le pouvoir ne consent pas à ouvrir de « véritables négociations ». La C.F.D.T., pour sa part, est favorable à une grève de quarante-huit heures. Quant à F.O., dont nous avons souligné la volonté de négociation, elle a chargé son secrétaire général d'une démarche à l'Hôtel Matignon. En fait, il est peu probable que le gouvernement renonce à l'application des procédures actuelles inspirées du rapport Toutée.

En cas d'échec des pourparlers, F.O. et la F.E.N. se prononceraient pour un nouveau mouvement d'ensemble. Plus prudente, la C.G.T. propose un développement de l'action à tous les niveaux, compte tenu des situations particulières.

On sait, en effet, l'équivoque que les coupures de courant ont été créées dans le secteur privé à l'occasion du 11 décembre. Par ailleurs, des menaces de récession existent dans certaines branches. Le cas le plus frappant est celui du textile où l'indemnisation des chômeurs partiels préoccupe les syndicats. A cet égard, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des travailleurs du textile, de l'habillement et des cuirs et peaux ont demandé audience au Premier ministre.

Le conflit actuel concerne essentiellement le secteur public. Les considérations électorales aidant, le gouvernement fera-t-il des concessions, sous une forme ou sous une autre, ou bien un nouveau mouvement aura-t-il lieu, qui pourrait tourner à l'épreuve de force en cas de réquisition des techniciens d'Electricité de France ?

Maurice Combes.



C'était en 1963 : les mineurs de Lorraine avaient organisé une marche sur Paris...

(Photo AGIP.)

ronde soit réunie sous la pression ouvrière a été une grande victoire des travailleurs du fer qui ont forcé le patronat à traiter avec eux des problèmes considérés jusqu'alors comme une chasse gardée.

Dès l'ouverture des discussions, le 25 mars 1963, M. Laporte, préfet I.G.A.M.E., exprimait sa confiance dans l'essor du bassin ferrifère lorrain, et, parallèlement, M. Roland Labbé, président de la délégation patronale, déclarait que le but de la Table ronde était d'atténuer ou de supprimer l'inquiétude qui régnait dans la région au sujet de l'avenir du bassin ferrifère lorrain.

Or, en conclusion des travaux de la Table ronde, la délégation patronale propose la fermeture des mines d'Aachen, Aubrives, Langenberg, et des licenciements massifs, sans que l'administration tienne compte des solutions justes, humaines et irréfutables proposées par l'ensemble des syndicats ouvriers ! Néanmoins, par leur juste et courageuse lutte, et leur bonne foi dans les discussions de la Table ronde, les travailleurs obtinrent des compensations, certes faibles, mais compensations quand même pour les licenciés, ce qui permet de dire que le fait même d'avoir obtenu une Table ronde était une victoire des travailleurs.

La riposte des mineurs à l'offensive patronale

Devant les complicités patronale et gouvernementale, et en prévision des luttes à venir pour la sauvegarde du bassin ferrifère, deux organismes virent le jour, l'Association du Comité de défense du bassin ferrifère et le Comité de soutien aux mineurs, tous deux groupant, pour la défense d'une richesse nationale, des gens de toutes conditions sociales, de toutes pensées philosophiques et sensibilisés à l'idée que la Lorraine ne devait pas devenir un désert après avoir été colonisée par le capital.

Quelques mois passèrent, lorsque, au mépris de toute humanité, la Société des Mines de Sancy (Roland Labbé), à Trioux, annonça le licenciement de 258 mineurs, soit la moitié de l'effectif. Cette décision brutale touchait également, par contrecoup, la moitié de la population de cette commune avec toutes les conséquences pour le commerce local, les finances communales, sans oublier la dramatique situation dans laquelle se trouvaient les constructeurs de castors (accession à la propriété) antérieurement encouragés à cela par le capital, qui, en les licenciant, les mettaient dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations de remboursements mensuels.

La riposte des mineurs à ces mesures ne se fit pas attendre, licenciés ou non occupèrent le fond pendant soixante-dix-neuf jours. Cette grève, la

plus longue de la corporation, fut l'occasion d'un mouvement de solidarité jamais encore vu à ce jour. Les mineurs s'organisèrent : intendance, ravitaillement au fond, secours aux femmes et aux enfants fonctionnèrent dans les meilleures conditions. Pendant ce temps, les discussions s'entamèrent entre syndicats, patronat, représentants du gouvernement. Face aux propositions valables des travailleurs, qui n'étaient pas des partisans du tout ou du rien, le patronat, avec l'aide de M. Bokanowski, ministre de l'Industrie, opposait toujours le préalable de la reprise du travail avant toute discussion, et maintenait le principe des licenciements. Ce n'est qu'au bout de soixante-dix-neuf jours, certaines garanties et compensations ayant été données aux licenciés, que les grévistes cessèrent d'occuper le fond, ce qui, à l'époque, me permettait d'écrire dans *Tribune Socialiste* : « A Trioux, c'est la trêve », car il ne pouvait être question de vainqueurs ou de vaincus.

Une assemblée qui a fait date

Il faut constater que cette grève ne fut pas inutile car elle freina, pour un temps, le flot de licenciements massifs dans la corporation et les compensations acquises ne furent pas remises en cause lors du licenciement de soixante-quinze mineurs à la mine de La Mourière, en janvier 1964. Par ailleurs, cette grève suscita le déplacement en Lorraine de M. Olivier Gulchard, délégué à l'Aménagement du Territoire, qui, à cette époque, fit des promesses concernant l'implantation d'industries nouvelles et promit de prendre des mesures pour résoudre le problème minier. Nous verrons plus loin où en sont ces mesures.

On ne peut davantage oublier cette grande assemblée que furent les Etats généraux de la Lorraine du 8 décembre 1964, à l'issue desquels un manifeste stigmatisant objectivement la stagnation de l'économie et faisant ressortir toutes les insuffisances dans les domaines de l'enseignement à tous les degrés, de la formation professionnelle, des équipements hospitaliers, sociaux et culturels, dénonçant le manque d'industries de transformation et de débouchés pour les jeunes fut voté à l'unanimité des assistants, parmi lesquels de nombreux représentants de notre parti.

C'est volontairement, par souci d'information, que je fais rétrospectivement l'historique de ces événements, car en dehors du cadre des puits de mines, et environs immédiats, bien des braves gens de cette Lorraine n'ont pu les suivre faute d'informations, car en bien des cir-

LORRAINE

Sous-développement, incertitude de l'emploi, régression sociale.

Avec les licenciements récents des mines d'Homécourt et d'Auboué, l'annonce vraie ou fautive de ceux de la mine de Piennes dans un proche avenir et les rumeurs persistantes concernant d'autres puits, le bassin ferrifère vit en permanence dans le climat malsain et angoissant de l'insécurité de l'emploi, et de régression sociale.

Est-il utile de rappeler que ce malaise dure depuis deux ans, date des premiers licenciements, et que la réaction justifiée des travailleurs des mines de fer fut la grève de mars 1963, assortie de cette mémorable marche sur Paris, où ils reçurent un accueil chaleureux de la population laborieuse de la capitale ?

Cependant quelques semaines avant l'annonce de ces premiers licenciements, M. Bigas, un des représentants du grand patronat minier, écrivait entre autres dans la *Vie du Rail* du 27 janvier 1963 : « Une catégorie sociologique bien définie : le mineur de fer », et la conclusion de son article parlant du bassin ferrifère lorrain était la suivante : « Il est et reste l'un des bons atouts de l'industrie sidérurgique lorraine et, par là, le bassin ferrifère de l'Est apporte une contribution essentielle à l'économie et à la prospérité du pays tout entier. »

Le résultat de cette grève fut d'ébrécher la toute-puissance patronale, car le simple fait qu'une Table

Un mineur de fer parle

constances le pouvoir personnel de qui dépend la presse régionale entre autres, a soin de dresser le mur du silence.

A l'heure où j'écris ces lignes, j'apprends des réductions d'horaires pour janvier pour les puits de La Mourière, et Bazailles. Trente-deux heures de travail par semaine pour le premier, trente-huit heures pour le second. Ces réductions d'horaires apportent une fois de plus la preuve que l'augmentation de la productivité (21 p. 100 en moins de deux ans) au lieu de profiter aux travailleurs, les réduit au chômage, à l'amenuisement de leur pouvoir d'achat, et très souvent aux licenciements, pendant que s'accroissent les bénéfices des exploitants.

La cause essentielle de la situation

Dénoncer ces injustices sociales est nécessaire, mais encore faut-il rechercher les causes de cette situation qui, si des remèdes immédiats ne sont pas apportés, s'aggravera encore et, dans cette perspective, ce sont toutes les branches d'activité de la Lorraine qui seront touchées dans des proportions importantes.

La cause essentielle dont découlent toutes les autres, c'est évidemment la colonisation de cette partie du territoire, car il y a bien colonisation du Bassin lorrain, ce dernier n'écoulant que du minerai brut, et des produits semi-finis. Il y a colonisation aussi dans la façon d'exploitation d'une richesse nationale en n'exploitant que les couches de minerai les plus rentables, abandonnant ainsi sans possibilité d'extraction ultérieure des couches de plus faible teneur, qui sont utilisables à condition que des usines pour l'enrichissement du minerai soient construites. Mais plutôt que d'envisager cette solution, les monopoles capitalistes investissent à leur convenance les énormes profits réalisés en Mauritanie, à Dunkerque, et même, comme c'est le cas de la S.M.S., de Knutange, qui investit en Belgique, n'est-ce pas là la parfaite illustration de la notion capitaliste de rentabilité qui passe avant tout ?

Il est impossible également de passer sous silence la passivité de l'Etat qui ne se réveille qu'en pleine crise et devant la riposte ouvrière. Cette passivité est aussi une complicité avec les trusts de l'acier. Je vous parlais plus haut de la visite, il y a quinze mois, de M. Guichard, délégué général à l'Aménagement du Territoire, venu se rendre compte sur place de la situation. Il promet collèges d'enseignement technique, usines de transformation, usines d'enrichissement du minerai, et autres, mais à ce jour toutes ces promesses sont restées à l'état de vœux pieux.

Bien plus, le C.E.T. de Landres, dont la construction devrait être terminée, je puis vous certifier qu'il y a encore quelques semaines les bovins paissaient encore sur le terrain prévu à son implantation. Cet Etat monarchiste qui fait toujours preuve d'autorité quand il s'agit des travailleurs (plan de stabilisation), blocage des salaires, loi antigreve, est, par contre, lorsqu'il s'agit du capital, plutôt bienveillant et généreux; bienveillant en lui laissant les mains libres d'investir quand il veut, là où il veut (Gondrange); généreux par les cadeaux royaux qu'il accorde aux exploitants, diminution des charges so-

ciales (qui met en péril la Sécurité sociale minière), plusieurs dizaines de milliards; à la suite de la grève de Trieux cinquante-six milliards, révision des prix de transport et du coke, bonification d'intérêts, subventions, hausse sur les scories (plan de stabilisation, qui ne stabilise que les salaires), voilà bien plus que de la complicité, disons de la cohésion entre le capital et l'Etat, il est vrai que notre Premier ministre est le chevalier servant de la finance, qui s'en donne à cœur joie dans tous les domaines.

Les remèdes à la crise sont dans le contre-plan économique

Face à cette situation dans le bassin ferrifère, les syndicats ouvriers ont fait des propositions très valables techniquement et humainement, telles que : respect des accords de la Table ronde, relèvement du pouvoir d'achat pour une relance générale de l'économie par l'augmentation des salaires, prestations familiales, retraites et pensions, suppression des abattements de zone, mise en place d'une politique commerciale sans exclusive avec tous les pays, la mise en place d'usines légères de transformation pour rétablir l'équilibre rompu par l'importance excessive de l'industrie lourde, le développement des services publics, la construction de locaux scolaires, l'étude et l'application d'un programme de formation technique tenant compte des réalités du marché de l'emploi, nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie. Peut-être une nationalisation, dans la conjoncture politique actuelle, risque-t-elle d'être dangereuse, car elle donnerait une possibilité pour les trusts, avec le produit du rachat de leurs entreprises, de réinvestir en Europe ou ailleurs dans des entreprises concurrentes, et, par ailleurs, serait ruineuse pour le Trésor national.

Les remèdes à la crise actuelle seraient, en résumé, une planification nationale et régionale, authentiquement démocratique, c'est-à-dire élaborée et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes, la gestion par l'ensemble des travailleurs des entreprises (mines, sidérurgie) préalablement rendues à la nation. Ces solutions, le capitalisme ne peut pas les accepter, mais les travailleurs, eux, acceptent de moins en moins le capitalisme, et leur lutte de chaque jour en est la preuve.

C'est pourquoi le P.S.U. propose aux travailleurs la recherche en commun d'une politique de rechange au gaullisme, permettant de satisfaire les légitimes besoins de la population. C'est dans cet esprit que le P.S.U. vient d'élaborer un contre-plan économique et social s'opposant au plan gouvernemental, et prévoyant les moyens humains, techniques, financiers, ainsi que les profondes réformes de structure à opérer pour que la politique nationale soit enfin au service des classes populaires.

L'essentiel dans l'immédiat, pour que s'instaurent les conditions d'un renversement de la situation, est que les forces populaires parviennent à une unité durable et dynamique. La grève du 11 décembre a été un premier pas dans ce sens et le P.S.U. œuvrera en sorte que cette manifestation de l'unité ne reste pas sans lendemain.

R. Maurice.

Dans le bilan « optimiste » de son action à la tête de l'Etat qu'il a dressé au soir du 31 décembre à l'O.R.T.F., le général de Gaulle a comparé la situation économique et sociale en 1964, avec chiffres et statistiques dont beaucoup sont contestables, à celle de 1958. Les mineurs de fer de Lorraine relèvent le défi lancé à la télévision par le général-président et lui posent quelques questions : — en vue de remédier à la crise de l'emploi, quelles usines de transformation ont été implantées dans les bassins de Briey et de Longwy ? Quels projets précis existent aujourd'hui ? Où sont les belles promesses

Nous avons posé quelques questions à un mineur de fer, militant syndicaliste, Maurice Schweitzer, de Mercy-le-Bas, qui a bien voulu y répondre.

Question : Face à la crise de l'emploi dans les mines de fer et le bassin de Briey, que suggérez-vous pour améliorer la situation et pour assurer l'avenir des jeunes dans cette région ?

Réponse : La crise des mines de fer ne peut être séparée de la situation de plus en plus difficile dans la sidérurgie et le bassin lorrain lui-même. L'avenir du bassin ne peut être le simple résultat d'un dialogue entre gouvernement et patronat, la crise relève à la fois de la faiblesse du gouvernement qui se dit fort, de l'échec d'une planification ne disposant pas de moyens d'intervention, et de la volonté de profit des patrons.

Il me semble que l'action syndicale fera reculer le patronat dans une certaine mesure, donc améliorera la situation dans les mines, mais l'avenir des jeunes et en un mot de la région, seule une planification démocratique pourra l'assurer. Encore faut-il un régime démocratique !

Q. : Les élections municipales, prochaine bataille contre le patronat et le gaullisme, peuvent-elles être l'occasion pour les mineurs de fer de défendre leur profession ? Comment ?

R. : Les mineurs ne doivent laisser échapper aucun moyen de se faire entendre; aussi, aux municipales, ils doivent faire confiance aux candidats qui ont conscience des problèmes économiques, politiques et humains. L'action des mineurs dans la commune ne doit pas s'arrêter le lendemain des élections, ils doivent aussi prendre part à la gestion démocratique des affaires communales et appuyer la municipalité quand celle-ci en a besoin. Et puis, n'est-ce pas une occasion de travailler pour l'unité ouvrière ? Donc, irrémédiablement, pour l'avenir ?

Q. : L'unité syndicale et le soutien des formations politiques de gauche (P.C.F., P.S.U., S.F.I.O.) dans votre lutte pour la défense du bassin ferrifère lorrain vous paraît-elle suffisante pour faire valoir vos droits ?

R. : Sans aucun doute; actuellement, même l'entente locale entre partis de gauche et syndicats ne peut aboutir qu'à une amélioration de la situation; je pense que seule une entente à l'échelon national, un « Front socialiste » pourra redonner à la classe ouvrière la place qui lui revient dans la vie nationale, en réalisant une alternative socialiste au gaullisme.

Le contre-plan du P.S.U. me paraît un pas considérable dans ce sens; c'est certainement un plan d'efficacité pour le développement économique, la modernisation technique et la justice sociale. Je crois qu'il faut faire comprendre aux travailleurs que le seul obstacle est le capitalisme, et que ce mur ne peut être renversé sans une alliance profonde des forces populaires et socialistes.

(1) N.D.L.R. — Nous exposons par ailleurs, page 7, la situation générale dans les mines du bassin ferrifère lorrain.



L'action syndicale fera reculer le patronat.

(la dernière étant celle de M. Pompidou lors de sa visite à Metz à l'automne dernier) ?

— quelles améliorations ont été apportées aux conditions de travail si ingrates et si pénibles des mineurs de fer depuis l'avènement du régime gaulliste ?

— à qui profite l'augmentation du rendement ? (16 tonnes par jour et par mineur en août 1964, contre 14 tonnes en 1963, 13 tonnes et demie en 1962 et... 8 tonnes en 1954).

Le Pouvoir ne répondra pas, ni ses représentants U.N.R. ou Républicains-Indépendants dans notre département. C'est que le bilan objectif est clair et irréfutable, les mineurs de fer ont payé, comme tant d'autres professions, un lourd tribut au gaullisme depuis 1958 : près de 5.000 emplois supprimés depuis cette date, les centres d'apprentissage ferment les uns après les autres; pour beaucoup de jeunes et de licenciés, une seule solution : l'exode vers la Moselle, la Sarre ou la Ruhr; les salaires prennent un retard que la diminution des horaires dans beaucoup de mines rend plus préjudiciable encore. L'année 1964 s'est terminée par des licenciements à Piennes et des réductions d'horaires à Bazailles et La Mourière; l'année 1965 commence par des licenciements à Batilly et Homécourt (1).

MAZAMET

Crise du délainage

Mazamet, petite ville tarnaise de 17.000 habitants, sur les bords de l'Arnette, au pied de la Montagne noire, est un centre mondial de délainage. Il n'y a pas si longtemps encore, les trois quarts des peaux de mouton exportées dans le monde y étaient traitées. Mais aujourd'hui, c'est la crise. La Dépêche du Midi pouvait titrer en novembre : « L'industrie lainière connaît à Mazamet une crise sérieuse ». De 1962 à 1963, les effectifs du délainage sont passés de 2.800 travailleurs environ à 2.400. 120 chômeurs totaux, 1.100 chômeurs partiels travaillant 24 ou 34 heures par semaine ! Ce qui signifie, malgré les allocations de chômage, des fins de mois très difficiles, l'impossibilité de payer des traites et même souvent des dettes pour des travailleurs qui avaient fait de gros efforts pour se loger et améliorer leur confort.

Quelles sont les causes de ce marasme économique ? Le patronat affiche son optimisme. Pour lui, il n'y a pas de crise. Il s'agit d'une simple récession saisonnière. En fait, l'affaire

est bien plus sérieuse. Si les industriels mazamétains grâce à une puissante organisation commerciale (les magasins généraux de Mazamet) ont par le passé eu une position de monopole sur le marché mondial exerçant une action prépondérante sur les cours, il n'en est plus de même aujourd'hui, les acheteurs mazamétains doivent à présent compter avec les délainiers et acheteurs des U.S.A., d'Australie, d'Espagne, d'Italie, du Japon et même de Russie. Le volume des affaires est en baisse. Il reste pour Mazamet moins de peaux et elles sont plus chères.

Le règne de la libre entreprise

Aujourd'hui, les travailleurs de Mazamet supportent les conséquences de la gestion patronale. Dieu sait si le patronat mazamétain est attaché à

BULLETIN DE COMMANDE

NOM

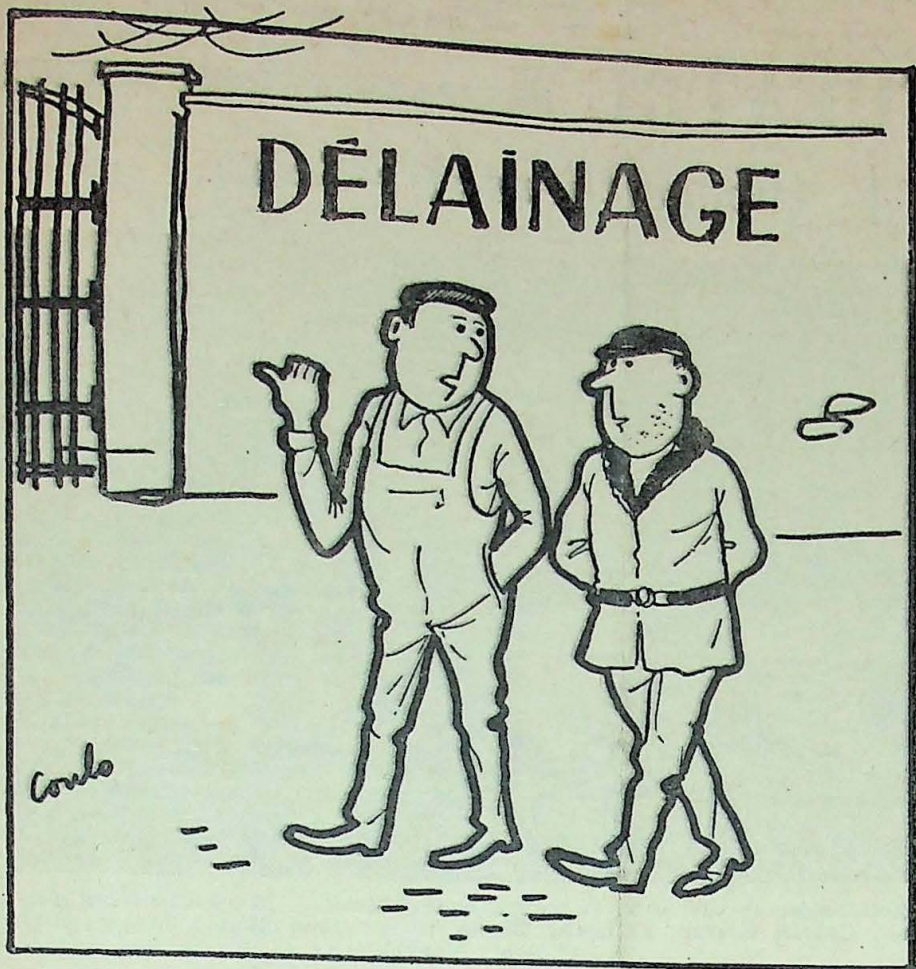
Adresse

Passe commande de

- 1. - TS n° 215 sur les Municipales à 0,20
- 2. - TS n° 216 sur le Contre-Plan à 0,45
- 3. - TS n° 217 sur les Présidentielles à 0,20
- 4. - Affiches Municipales (3 couleurs) à 0,15
- 5. - Affiches Présidentielles à 0,15
- 6. - Tract Municipal à 0,01
- 7. - Tract Président. (Appel aux Trav.) à 0,01
- 8. - 1^{er} Dossier Municipales (fiches) à 2,00

Ci-joint un chèque d'un montant de

PAIEMENT A LA COMMANDE. Tribune Socialiste. C.C.P. 5826-65 Paris



« Mais c'est sur notre dos qu'elle est tondue. »

la libre entreprise ! Ici, tout comme à Roubaix, pendant longtemps dans l'industrie textile, les entreprises familiales sont la règle. Il y a deux ans encore, sur 55 usines, 44 occupaient moins de cinquante ouvriers. Les fils n'ont-ils pas le droit d'avoir leur entreprise ? Ce patronat, très paternaliste, représente une véritable féodalité. Il a toujours vu d'un très mauvais œil l'implantation, à Mazamet, d'usines nouvelles susceptibles d'entraîner des hausses de salaires. On parle encore à Mazamet des remous provoqués par la venue de l'entreprise Pecaux-Kreutler, en 1959, et des pressions patronales pour l'éviter. La composition de la main-d'œuvre du secteur privé à Mazamet montre bien la part importante des industries

anciennes caractérisées par les bas salaires. Sur un total de 10.000 salariés environ du secteur privé, on compte :

- Délainage, 2.400 ouvriers ;
- Mégisserie, 1.100 ouvriers ;
- Textile, bonneterie, teinturerie, 1.400 ouvriers ;
- Bâtiment, 1.000 ouvriers ;
- Mécanique, 900 ouvriers.

Aujourd'hui, ce sont des années de vaches maigres pour le délainage. Mais que sont devenus les capitaux accumulés pendant les années plus prospères, grâce au travail des ouvriers mais surtout, finalement, sur le dos des consommateurs de tout pays, grâce à des opérations bien calculées d'achat et de vente ?

	1954	1955	1956	1957	1958
Chiffre d'affaires global	22,6 milliards anc. fr.	22,8	23,1	25,17	21,12
Salaires	1,01	1,07	1,14	1,23	1,34

Les réinvestissements n'ont guère eu lieu sur place, et n'ont pas profité à la ville de Mazamet. Les capitaux fructifient ailleurs dans des secteurs spéculatifs : hôtellerie, biens immobiliers, par exemple.

Quel est l'avenir de l'industrie mazamétaine ?

Il y a donc un grave problème de l'emploi à Mazamet. C'est actuellement le chômage partiel et depuis des années le départ régulier des jeunes vers d'autres horizons. Le patronat mazamétain, soucieux de sauvegarder ses intérêts, ne s'est guère inquiété de l'avenir économique de la région. Les travailleurs ne sau-

raient s'en désintéresser. Leurs organisations doivent poser clairement le problème de l'industrialisation et de la coopération, voire de la reconversion industrielle du Sud-Ouest. Ce qui a été possible à Nantes et à St-Nazaire ne l'est-il pas dans cette région encore plus sous-développée ? Faute de lutter actuellement pour de tels objectifs, les travailleurs seraient demain, les victimes du marasme que connaîtront certaines industries en déclin, comme à Decazeville.

Les syndicats de Mazamet semblent bien l'avoir compris en formant un Comité de défense de l'emploi et de l'avenir économique de leur ville.

André Croste.

BELGIQUE

La gauche du parti socialiste se prépare à former un nouveau parti.

Depuis déjà plusieurs années, et notamment depuis la grande grève des charbonnages en 1962, depuis l'essor du « Mouvement Populaire Wallon » et les réticences croissantes des socialistes belges envers la politique du gouvernement au Congo, et envers la coalition gouvernementale elle-même, la direction du P.S.B. menaçait d'interdire les tendances. Elle critiquait la rédaction du journal *La Gauche*, considéré comme l'organe d'une tendance de gauche. Finalement, le président du parti vient de saisir une occasion pour frapper un coup attendu

depuis longtemps. Le député Ernest Glinne, l'un des rédacteurs de *La Gauche*, a été pris à partie au Parlement pour avoir « révélé » dans *Le Nouvel Observateur* de Paris des informations diplomatiques qui démontraient clairement la complicité du gouvernement belge dans le soutien militaire accordé récemment à Tschombé. Saisissant cette occasion et la proximité du congrès du parti, le bureau a demandé et obtenu une décision d'incompatibilité entre l'appartenance à la rédaction de *La Gauche* et au Mouvement Populaire Wal-

lon et l'appartenance au P.S.B. Cela équivalait à une mesure d'exclusion visant en fait la gauche du P.S.B. tout entière. Elle fut adoptée à une large majorité.

Les militants de la gauche se sont réunis à Liège le 27 décembre pour examiner la situation ainsi créée. A la suite d'un débat où intervinrent notamment les camarades Glinne, Perin, Massart, Mandel, Mottande, Warnant, Mathot, Gros Lambert et de nombreux autres militants, une résolution a été adoptée à l'unanimité qui déclare que la décision prise le 12 décembre par le congrès du P.S.B. « a créé une situation nouvelle, qui équivaut à exclure tous les militants socialistes de gauche fidèles au programme socialiste fondamental et aux thèses des socialistes wallons, aux positions légitimement inspirées par le droit de tendance ».

Cette résolution constate « qu'il existe, à la base même du monde du travail, un courant important en faveur d'un regroupement politique », et décide en conséquence « de convoquer, avant le 1^{er} février, à Charleroi, un congrès ayant pour objectif de créer un nouveau Parti Socialiste des Travailleurs dont les objectifs-clés seront, notamment, le fédéralisme et les réformes de structure anticapitaliste. Ce parti, qui sera wallon, offre de créer une confédération dès que des initiatives semblables seront prises en Flandre et à Bruxelles ».

Les militants de la gauche ne s'engagent pas de gaité de cœur dans cette voie, qui peut apparaître comme une scission alors que la gauche n'a jamais cessé de revendiquer sa volonté de défendre dans le P.S.B. le socialisme tel qu'elle le conçoit. « Nous l'avons dit et répété, déclarait *La Gauche* du 31 décembre, et les travailleurs eux-mêmes nous ont fait chorus : nous n'avons pas le droit de nous taire et de cesser la lutte pour un programme avec lequel une large couche de travailleurs seront d'ores et déjà identifiés. Dès lors qu'on nous dénie le droit de la défendre efficacement au sein du P.S.B., nous sommes acculés à la défendre à l'extérieur de ce parti. »

Les militants de la gauche ont tout tenté pour éviter cette rupture. Ernest Glinne rappelait dans le même numéro de *La Gauche* que ces militants voulaient rester disciplinés dans la mesure où le droit de tendance, qui n'est pas identique à « la liberté d'exprimer une opinion individuelle dans des réunions informelles unilatéralement par l'appareil du parti », leur était garanti. Mais la direction du parti en a jugé autrement, et il est évident que la préparation de grands mouvements sociaux, comme la grève du port d'Anvers et la préparation de nouvelles grèves dans les charbonnages, ont hâté sa décision, tout comme les développements de la crise congolaise.

La gauche socialiste est amenée, dans cette situation, à défendre un programme de lutte et à élaborer des formes d'organisation qui peuvent faire de lui un facteur nouveau dans le mouvement ouvrier belge et européen. Elle reprend le programme du socialisme complètement abandonné par la direction du P.S.B. « Si le programme socialiste de 1959, rappelle *La Gauche* du 9 janvier, prolongation du programme de la F.G.T.B. de 1954 et de 1956, vise effectivement la suppression de la propriété capitaliste dans une série de secteurs de l'économie, la pratique quotidienne de la collaboration gouvernementale engage le P.S.B. depuis 1961 dans une entreprise non pas d'abolition, mais de consolidation de cette propriété. Faut-il rappeler qu'on s'apprête à brader au capital privé les réserves charbonnières de Campine ? Faut-il rappeler qu'on a laissé le capital s'emparer de l'énergie nucléaire ? Le gouvernement n'est-il pas sur le point de lâcher le gaz naturel importé des Pays-Bas à une société « mixte » dans laquelle les intérêts privés seront largement majoritaires ? »

Sur le plan de l'organisation, nos camarades belges esquissent une solution intéressante en envisageant une sorte de fédéralisme de parti. Cette solution leur est dictée par le fait que la gauche wallonne, dont une partie notable adhère au Mouvement Populaire Wallon, représente aujourd'hui la base essentielle du mouvement. Mais dans les autres régions du pays, notamment en Flandre et dans la région bruxelloise, les forces de la gauche se développent aussi. Une phase de coordination apparaît nécessaire.

D'autre part, les rapports avec le mouvement syndical — unifié en Belgique — pose de difficiles problèmes. Certains militants syndicalistes, qui collaboraient à *La Gauche* comme

organe « libre », voient plus difficilement leur rôle dans un journal qui deviendrait l'organe officiel d'un nouveau parti. C'est ainsi que Jacques Yerna, éditeur responsable de *La Gauche*, a cessé de remplir cette fonction. Il écrit, dans *La Gauche* du 9 janvier : « Si, dès lors, une nouvelle organisation politique doit être créée, à condition qu'elle affirme et prouve sa volonté d'atteindre les objectifs qui sont, je crois, ceux d'une majorité des travailleurs wallons : fédéralisme et réformes de structure anticapitalistes, nul doute que je lui donne mon appui personnel. Mais j'agirai à son égard comme je le faisais hier à l'égard du P.S.B., c'est-à-dire dans un esprit d'indépendance absolue... Le syndicalisme liégeois a, en effet, forgé sa puissance dans le respect du principe de l'indépendance à l'égard des partis, ce qui implique l'interdiction pour ses dirigeants d'occuper au sein de n'importe quel parti une fonction dirigeante ou d'y briguer un mandat public. »

Le P.S.U. suit avec la plus grande attention et la plus grande sympathie l'évolution de la gauche socialiste belge, confrontée à des problèmes que nous connaissons bien en France. Car nous sommes aussi certains qu'il ne s'agit pas seulement d'une lutte à l'échelle fédérale ou nationale, mais aussi à l'échelle internationale.

Pierre Naville.

P.-S. — Cet article était à l'impression lorsque nous avons appris qu'une délégation de la gauche avait été reçue par le bureau du parti, et qu'un accord avait été conclu dans le sens préconisé par E. Glinne : le bureau « admet » le droit de tendance, mais exige la discipline. Le journal *La Gauche* peut continuer à paraître avec la collaboration des membres du P.S.B. Toutefois, Mandel, rédacteur en chef de *La Gauche*, et Perin, leader du mouvement wallon, ne participent pas à l'accord.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
 Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
 (Rayer les mentions inutiles.)
 Soutien : à partir de 70 F
 1 an 35 F
 6 mois 18 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
 C.C.P. PARIS 5826-65

L'examen du permis de conduire est-il une mascarade ?

Quelles sont les chances des candidats ?

Les accidents d'automobile sont-ils dus à des défaillances de mécanique ou de conducteurs ?

Sont-ils provoqués par l'étroitesse des routes ou par l'absence de jugeote ?

Les réponses à ces questions, vous les trouverez dans le livre qui vient de paraître (1) *Les Tribulations d'un moniteur d'auto-école*, de Sébastien Soler.

Ce récit satirique, avec ses « remarques et suggestions », est aussi un « réquisitoire contre les méthodes actuelles d'examen » et en même temps un plaidoyer pour les candidats au permis de conduire ».

(1) Editions du Scorpion, 1, rue Lobineau, Paris-6^e. (Prix : 11 F).

INDONÉSIE

L'attraction de la Chine

M. Soekarno est un homme souriant, jeune encore. Il n'a pas le visage grave et pensif d'un homme politique ordinaire. C'est vrai que le président à vie de la République Indonésienne n'est pas un homme ordinaire ; en tout cas la décision qu'il vient de prendre de se retirer de l'O.N.U. vient de braquer sur son pays les projecteurs de l'actualité. On connaît mal en Europe cette Indonésie qui est pourtant de par sa population de 104 millions d'hommes le cinquième pays du monde. Les pays du tiers monde, en revanche, accordent beaucoup de crédit au président Soekarno, qui poursuit dans ce Sud-Est asiatique si agité une expérience originale et intéressante.

Après une guerre longue et pleine de péripétie, l'indépendance indonésienne a vu le jour en 1947, aidée en cela d'ailleurs par les Nations Unies qui forcèrent les Pays-Bas à signer la paix. Depuis, le président Soekarno poursuit une politique qui pour l'intérieur, est basée sur ce qu'il appelle dans ce langage politique qu'il s'est forgé le Nasakom. En clair, cela veut dire qu'il veut faire coexister autour de lui les forces nationalistes, religieuses et communistes. Le mélange peut sembler explosif à un esprit non averti, mais jusqu'ici tout s'est très bien passé, malgré le déséquilibre qu'entraîne dans cet accord un énorme parti communiste.

Le parti communiste indonésien est en effet le plus grand parti existant dans un pays non socialiste. Il est fort de 3 millions de membres et anime une foule de petites organisations qui lui donnent en fait 18 millions de militants. Il est vrai que jusqu'ici ce parti semble surtout attendre la succession et se range plus sous la bannière nationaliste que sous l'étendard marxiste-léniniste. Profitant de l'énorme popularité du président Soekarno, les communistes applaudissent à tout ce qu'il dit, aident à tout ce qu'il fait. M. Aïdit, président du parti, n'affirma-t-il pas récemment :

« Dans notre pays, l'important n'est pas de renverser le pouvoir d'Etat de la République Indonésienne comme cela se produirait dans d'autres pays ; il faut continuer à renforcer et à consolider ce qui, dans le pouvoir d'Etat, est en faveur du peuple et à éliminer ses aspects antipopulaires. » (1)

Simple constatation de principe on le voit ; les communistes cherchent à minimiser leur influence mais travaillent pour l'avenir qui, pour eux d'ailleurs, se trouve à Pékin et plus à Moscou. M. Aïdit déclarait récemment que « M. Khrouchtchev avait commis en neuf ans plus d'erreurs que Staline en trente ans ».

Sur le plan international, si M. Soekarno affecte autant qu'en politique intérieure de ne pas être prisonnier des communistes, et si, en fait, il ne l'est pas réellement, il faut bien avouer que son rêve de devenir le leader des pays non engagés risque fort d'être détruit un jour ou l'autre par son puissant allié la Chine Populaire.

Les théories de M. Soekarno

sont basées sur la confrontation entre les nouvelles forces qui naissent des pays du tiers monde et les vieilles forces de domination des pays colonisateurs et impérialistes. La coexistence pacifique n'est pas souhaitable, car elle fige les positions et ne permet donc pas au plus faible de se renforcer. De même, l'accord de Moscou fut fraîchement accueilli à Djakarta, car il interdit aux pays en voie de développement la faculté de posséder un jour ou l'autre la bombe atomique. Par contre, la bombe chinoise fut saluée comme une revanche en même temps que l'illustration des théories indonésiennes. L'on voit que ces idées ne pas éloignées de celles de Mao Tsé-toung.

Pourtant, si, jusqu'ici, M. Soekarno était net en paroles, ses actes traduisaient tout de même une certaine prudence à s'engager corps et âme aux côtés de la Chine.

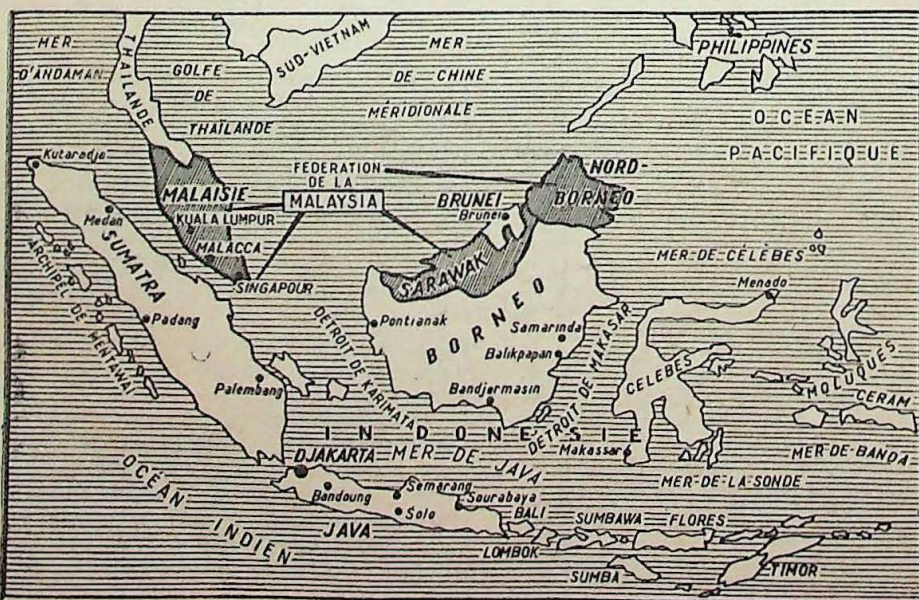
La malheureuse affaire de l'O.N.U., la semaine dernière, risque fort de précipiter les choses.

Le nationalisme indonésien s'est trouvé évidemment froissé de la création de cette Fédération de Malaisie qui est, il faut bien l'avouer, l'œuvre de la Grande-Bretagne. Les Indonésiens n'ont pas dans cette affaire tous les torts. Londres, malgré toutes ses protestations de bonne foi et de sincérité, doit bien avouer que cette fédération de quatorze petits Etats ou sultanats risque d'avoir une vie brève et agitée. Sans son aide, elle n'existerait sans doute pas. « Le plan de la Malaisie, a déclaré M. Soekarno, est un moyen pour sauver le caoutchouc, l'étain et le pétrole au profit des impérialistes. » Il y a du vrai dans cette déclaration. Toutes les tentatives pour regrouper l'Indonésie et la Malaisie au sein d'une super fédération, idée du président Soekarno, ont échoué, comme si les Anglais craignaient une contamination de leurs douze millions de Malaisiens qui comprennent d'ailleurs quatre millions de Chinois d'origine ou réfugiés.

Le résultat de toute cette politique à court terme est que le monde est menacé d'un nouveau conflit dans un régime où tout peut s'enflammer brusquement. D'autre part, l'Indonésie, même si elle ne va pas jusqu'à la guerre, vient de claquer la porte de l'O.N.U. avec vigueur et montre par là aux pays du tiers monde qui considèrent cette institution comme indispensable que l'on peut fort bien s'en passer. Le rapprochement avec la Chine va s'accélérer ; l'on parle même d'une O.N.U. concurrente, celle des forces montantes, qui couperait le monde en deux blocs qui n'auraient plus rien de commun avec ceux que nous connaissons. Là est le danger. Il faut éviter à tout prix cette casure entre les nantis et les autres. Jusqu'ici, les Nations Unies avaient évité le drame, générateur de violences futures. Le départ de l'Indonésie peut être l'amorce d'une nouvelle orientation des pays du tiers monde.

M. Joch.

(1) Le Monde diplomatique, déc. 1964



(Photo AGIP.)

THÉÂTRE

Aubervilliers-sur-Scène



Répétition-lecture de Andorra ; de gauche à droite : Marie-Christine Barraud, Gabriel Garran, Françoise Bertin ; au second plan : Jacques Alric et Denis Manuel.

Le rêve a pris forme à Aubervilliers. Le rêve de Gabriel Garran (voir Tribune Socialiste du 4 juillet 1964) et de tous les collaborateurs du « Théâtre de la Commune ». Il est désormais bien enraciné dans un théâtre ultra-moderne, dont le dispositif scénique a été conçu par René Allio.

Inauguré le 5 janvier, en présence de très nombreuses personnalités de la scène et de l'écran, le Théâtre de la Commune (rue Edouard-Poisson, à Aubervilliers) a déjà accueilli Jean Dasté et L'Avare, la semaine dernière. Dans quatre jours, Gabriel Garran va créer Andorra, une pièce de Max Frisch, qui dénonce ce « cancer social de notre temps » : le racisme.

D'autres manifestations artistiques suivront ou alterneront avec les représentations théâtrales : un cycle poésie, des lectures spectacles, les jeudis de l'enfance (début février), un télé-club (qui a déjà fait parler de lui à propos de La Terre et la Vertu, de Stello Lorenzi, et de 325.000 F, de Roger Vailland et Jean Prat), des premières cinématographiques et des spectacles de music-hall (en avril, Raymond Devos).

La culture populaire vient de faire un nouveau pas en avant. Tous ceux que passionne cette expérience extraordinaire peuvent y participer : l'Association des « Amis du Théâtre de la Commune » les attend. (Tél.: FLA 18-30.)

LIVRES

La gloire du vaurien

de Roger Ehn

Charmant vaurien que ce Manni (Manfred Nidhart) que l'auteur nous montre volant de Paris à Munich (pardon, Monaco di Bavaria), de Munich à Hambourg, d'Heligoland à Berlin, d'Allemagne en Italie, de Florence à Délos, d'Athènes à Rome, toujours amoureux des frivolités et des hommes, parfois des femmes. Pédéraste, vérolé, juif, communiste non inscrit au parti : une synthèse de toutes les déviations, quoi ! Un dandy 1960 qui porte des verres de contact, qui est toujours à la recherche d'objets rares, de pulls en cashmere, d'écharpes, de disques, etc. Photographe grassement payé, il croque aussi les millions de sa maîtresse pied-noir, ironiquement prénommée Conscience.

Le côté snobinard du personnage est racheté par sa culture, son intelligence, sa lucidité. Il sent bien les limites de sa « liberté », de sa gratuité. D'où la citation d'Isaiah Berlin sur Karl Marx mise en exergue du livre : « Il pensait que la vie de bohème et le déli déliré des conventions n'étaient que des manifestations investies de philistinisme, qui ne faisaient que rendre hommage aux mêmes valeurs par l'attitude exagérée de rébellion contre elles, montrant ainsi une même vulgarité fondamentale. » Il est vrai qu'elle est suivie d'une citation de Flaubert qui rend un autre son : « Peut-être qu'en me jouant quelque chose dans le cul, ça me fera bander le cerveau. » Manni finira par se tuer, pantin dérisoire qui n'a pas eu la force d'un véritable engagement (toujours risqué, bien sûr).

On sait gré, en tout cas, à l'auteur de sa profonde connaissance des villes dont il parle, des villes allemandes, notamment, qui, reconstruites, ont un air d'Amérique, sans renier pour autant leur personnalité propre. Un sort particulier est fait à Hambourg si vivement décrite : « Manni était consolé de la grossièreté de Munich par cette ville pas du tout allemande

(elle était hanséatique, aristocrate, nordique, élégante et socialiste). »

On sait gré à Robert Ehn de sa profonde connaissance de l'Allemagne, de ce pays « sans hommes » où les plaisirs sont parfois si vulgaires (voir les beuveries de l'Oktoberfest à Munich et les lourdes plaisanteries des anciens combattants d'Heligoland), de ce pays dont le peuple était jadis « le plus civilisé de la terre », dans les années 20 et sous Weimar, mais qui est en proie aujourd'hui au plus épais des conformismes : « Et il s'engueula avec les trois taxis qu'il utilisa parce qu'ils ne savaient pas... et pourtant ils n'étaient pas nés d'hier — qu'une république des Soviets avait été proclamée en novembre 18 à Munich (Fahr wohl, fahr wohl, November - Ideal). Et Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg (notre Rosa !) et Clara Zetkin, bien sûr, mais avec la meilleure volonté du monde ils ne se souvenaient pas. De vieilles histoires. Le passé. Vous savez, la politik, c'est bon pour les imbéciles. »

Et son personnage raille aussi de façon éclatante la bonne conscience prospère, lumineuse de Berlin-Ouest,

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h. Semaine du 13 au 19 janvier

UNE FEMME MARIÉE

sans apprécier pour autant l'austérité de Berlin-Est : « Je reviendrai quand les tilleuls seront grands et beaux dans la Stalinallee. Je reviendrai lorsque tout sera reconstruit. Moi, je n'ai pas mérité ces ruines. Quant aux magasins de Berlin-Ouest, il n'y a pas à dire, ils chient l'abondance. Pourtant, les pantalons m'ont déçu. »

Il ne faut pas demander à notre « héros » plus qu'il ne peut donner.

En Algérie, Manni n'a pas déserté pour rejoindre un réseau de soutien au F.L.N. ; il s'est contenté de trouver un truc pour rester le plus longtemps possible à l'hôpital. Et Guy Mollet est traité par lui comme il peut l'être seulement par un ancien d'Algérie, ami des « fellouzes ». Après avoir montré l'homme aux tomates en proie aux manifestations physiologiques de la peur à l'hôtel Aletri, il éclaire ainsi son cas : « ...c'est ça, c'est leurs bedaines qui jouent des tours à la Mollet et à la Lacoste insensibilisées par les graisses, raisonnant avec leur bouffissure, qu'est-ce qu'elles avaient de commun avec un fedayn, rien, surtout pas le corps, aussi leurs tripes graisseuses agitées de peurs terribles criaient : « Il faut la gégène, les bicots c'est pas des hommes, il faut les bousiller sincèrement, c'est pas des hommes, ce sont des faméliques, ils n'ont que la peau sur les os, c'est à la graisse qu'on reconnaît le socialiste. C.Q.F.D. »

Le style de Robert Elni a la désinvolture élégante de son personnage, sa nonchalance, mais aussi son ai-

sance ; l'ironie scintille au détour des phrases et se mêle à la préciosité barbouzarde, comme ce dialogue avec Conscience, la maîtresse oranaise :

« ...enfin, c'est la faute de tes salauds (le vocabulaire que j'emploie depuis que je te connais), de tes salauds de France-Observateur, ce Bourdet, et c'est aussi en quelque sorte de ta faute ! »

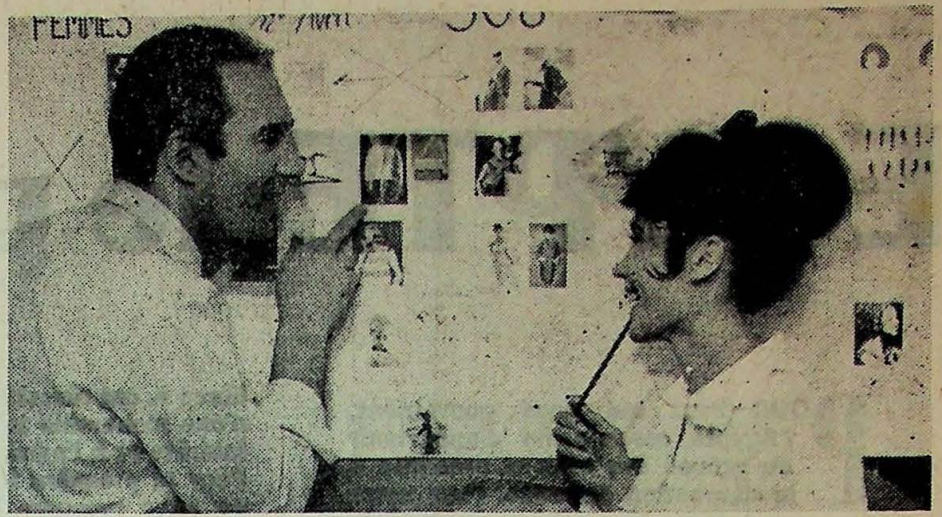
Il dit, sa voix était soumise, enfantine, il était charmant avec cette moue naïve : « Chérie, j'ai pas pu faire mieux que de laisser assassiner trois bergers. »

Les éternelles déceptions de l'intelligentsia gauchiste sont également raillées : « Des copains revenaient de Chine, et ils n'étaient pas enchantés. » Manni maugréa : « Alors, il n'y a plus de Zanzibar ? »

En dépit de sa futilité, le héros est conscient des drames de notre époque. Il a souhaité périr, au retour de Grèce, dans le grand conflit thermonucléaire que ne pouvaient manquer de déclencher Russes et Américains à propos de Cuba. Et voilà ce qui arrive : « Rome. Khrouchtchev, dans la dernière édition de Paese Sera, convenait qu'il y avait des bases à Cuba. Mais, la veille encore, il prétendait que Kennedy était un menteur et naïf ; et Alberto s'était mis à la tête d'une foule de manifestants. « Les Américains mentent », « Il n'y a pas de rumpes à Cuba », « Alberto avait bonne mine. »

Robert Elni, « premier auteur yéyé » ? En tout cas, un auteur à suivre.

M. C.



Michel Piccoli : héros malchanceux, mais comédien heureux.

ment mis en image et alertement conté. Le véritable attrait de ce programme ? Ce ne sont pas les enchaînements lourdauds de Claude Chabrol, mais le court métrage qui précède La Chance et l'Amour : un film de Serge Korber (l'auteur de Eve sans trêve, programmé avec Les Tontons flingueurs). Sur un thème banal (la première classe d'un jeune institu-

teur), Korber est (grâce à Philippe Avron) original, amusant, émouvant. Korber ne sait pas seulement manier une caméra ; il sait aussi rêver. Voilà précisément ce qu'ignorent les quatre « mousquetaires » de La Chance et l'Amour.

Jean-Jacques Vernon.

“Le Faussaire”

de Jean Blanzat (Prix Fémina)

Il n'est pas trop tard pour parler du livre de Jean Blanzat « Le Faussaire », couronné par le jury du Prix Fémina.

L'auteur, écrivain connu, et dont « L'Orage du matin » lui valut le Grand Prix de l'Académie française, fut un résistant de la première heure et l'un des fondateurs du Comité national des écrivains.

« Le Faussaire » (1), c'est le diable qui, une nuit d'hiver, dans un coin de province, rappelle à la vie quelques morts d'un cimetière de campagne. Il prétend les rendre à la condition des vivants qu'ils fuient. Chacun retrouve son existence, oublie la mort, se comporte comme avant et tâche de renouer avec le passé.

Mais en réalité, ces morts-vivants sont les dupes du démon. Revenus dans le décor familier de leur existence, ils se souviennent de tout, et leur « vie » ne peut plus avoir le même sens. Entachée de la mort, elle devient impossible et pitoyable.

Ce sujet d'une grande originalité, on le voit, est plus que symbolique, car l'existence dramatique et absurde des héros du « Faussaire », c'est la vie de tout un chacun. Admirablement écrit, le roman fantastique de Jean Blanzat est en fin de compte d'un extraordinaire réalisme. C'est un émouvant cri de révolte contre la condition humaine.

(1) Ed. Gallimard. Prix : 10,70 F. Marcel Aizertin.

Les rues de Levallois

de Roger Rabiniaux

Difficile de parler de l'enfance ; surtout de l'enfance heureuse. Celle de Roger Rabiniaux (aujourd'hui sous-préfet dans une ville du Bassin parisien) ne s'accommoderait ni de l'imprécation célinienne ni du ravisement prévertien. La mélancolie, par contre, lui va bien. Quelque chose comme une chanson de Trenet (« Je me souviens d'un coin de rue... ») qui s'étendrait sur vingt-cinq ans et deux cent cinquante pages...

L'auteur a planté très habilement son théâtre d'ombres sous la lampe de chevet. Un théâtre de banlieue et de plein air qui fleure bon les ritournelles de l'entre-deux-guerres et le

chocolat du jeudi, les coups de règle sur les doigts et les jeux que personne n'a jamais pu interdire, le disque des auditeurs et la pêche à la ligne, les chevaux de bois et les premiers congés payés.

Roger Rabiniaux (L'Honneur de Pédonzigue) oublie ici Rabelais pour se souvenir d'Apollinaire, de Fragonard et de Bruant. Parfois de Paul Delmet ; mais un peu de tendresse n'a jamais fait de mal à personne. Allez donc faire un tour à Levallois ; Levallois d'hier, Levallois sur scène, Levallois sous cœur. (Edit. Buchet-Chastel, 12 francs.)

Pierre David.

CINÉMA

“La Chance et l'Amour” (par quatre jeunes réalisateurs)

La chance, ici, est surtout du côté des auteurs qui ont trouvé un producteur entreprenant (G. de Beaugard) et bénéficiant d'une interprétation excellente (Michel Auclair, Sophie Desmarets, Michel Piccoli, en tête...). L'amour, c'est celui du cinéma ; le plaisir de manier une caméra, de raconter (enfin) une histoire.

Restent les histoires ; les sketches, pour être précis. Franchement, ils laissent à désirer. La farce guerrière de Claude Berri, le conte « série noi-

re » de Bertrand Tavernier, et le petit vaudeville provincial d'Eric Schlumberger pêchent par manque d'imagination : on en devine trop tôt l'issue pour être vraiment intrigué par les tribulations des personnages. Seul, Charles Bitsch surprend ; peut-être parce que le héros de son imbroglio journalistico-familial (Michel Piccoli) est paradoxalement celui qui a... le moins de chance.

Heureusement, tout cela est sans aucune prétention, assez soigneuse-

“Echappement libre”

de Jean Becker

Il ne suffit pas de reconstituer le couple vedette de A bout de souffle (Jean-Paul Belmondo - Jean Seberg) pour retrouver la veine du succès. Le film de Godard était porté par une sorte de fatalité où le comportement des personnages trouvait à la fois sa justification et son aboutissement. Cela avait également l'apparence de la spontanéité : on y croyait (même ceux qui crachent aujourd'hui sur ce

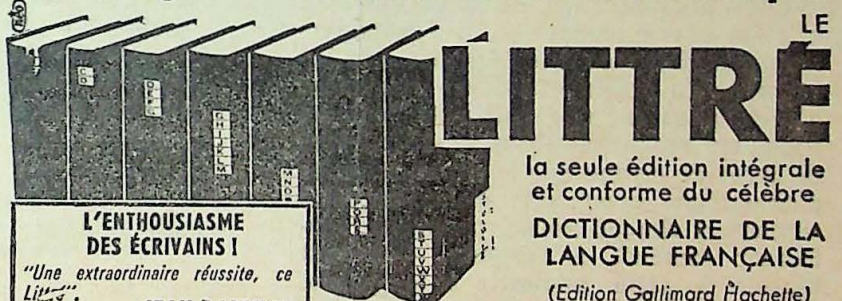
qu'ils ont adoré...). On ne peut en dire autant du film de Jean Becker.

Rien à reprocher, pourtant, à la mise en scène, souvent brillante. Mais tout ce qui brille n'est pas or ; précisément ici où, pour 300 kilos de précieux métal, chacun se démène en pure perte pour satisfaire aux exigences d'un scénario d'une rouerie maladroite.

J.-J. V.

Abonnez-vous à “Tribune-Socialiste”

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I

“Une extraordinaire réussite, ce Littré”.

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française
“Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire”.

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française
“Un cadeau royal et précieux”.

FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française
“Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire”.

MARCEL JOUANDEAU

“L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française”.

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

“Ce monument national” comme disait Pasteur, ce “trésor de notre langue” (Le Figaro), cette “bible de l'homme cultivé” (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur vellein ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai

(cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....

Adresse..... Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 1

EGYPTE: le pari de Nasser

POUR ceux qui nous gouvernent, l'Egypte cesse enfin d'appartenir au groupe des nations promises à la damnation éternelle. Pour notre part, nous n'avons jamais cru à la prédestination, qu'il s'agisse des nations, des peuples ou des individus. Une sereine observation des événements nous amène cependant à constater que ce jansénisme politique n'a pas été l'apanage de la V^e République. On est même en droit de se demander pourquoi ce régime qui prétend tout rénover a mis plus de 7 ans à trouver, dans le domaine de nos relations avec l'Egypte, une politique de rechange aux improvisations des princes qui régnaient en 1956.

Suez

COMMENT expliquer le chauvinisme de nos gouvernants à l'égard du Caire ? Nous le devons, en partie, on le sait, à la guerre d'Algérie. A cette époque, les progrès accomplis par les peuples arabes dans la voie de l'indépendance inquiétaient un certain nombre d'intérêts privés occidentaux. Pour ceux-ci, attaquer l'Egypte était une affaire profitable, d'autant qu'ils s'imaginaient — assez naïvement d'ailleurs — que l'opération priverait le F.L.N. algérien de tout source d'armement et de ravitaillement. Le gouvernement français, en grande partie aux mains de la S.F.I.O., n'en devait pas moins faire face aux scrupules de conscience d'un certain nombre de militants de gauche.

La nationalisation de Suez était en effet la cause immédiate de l'expédition franco-anglaise contre l'Egypte. Les arguments du président Nasser risquaient d'avoir prise sur une partie de l'opinion socialiste occidentale. Sur les 35 millions de livres de revenu que le canal entre les mains d'une compagnie franco-anglaise rapportait chaque année, un million seulement revenait à l'Egypte. Comment réussir à faire admettre à la gauche qu'elle était solidaire des intérêts des actionnaires du canal et qu'un internationalisme bien compris exigerait qu'on continue à spolier le peuple égyptien d'une de ses plus importantes richesses nationales ? On y parvint, en partie, en affirmant que le régime du Caire était aux mains de fanatiques fascistes, et que dans ces conditions tous les coups étaient permis. Cette légende eut la vie dure.

Un pays désorganisé

QUI est Nasser, au juste, et quelles sont les caractéristiques du régime qu'il préside. Les passions étant apaisées, il n'est pas trop tard pour essayer de juger cet homme d'Etat d'après ses actes et non en fonction des états d'âme que pendant longtemps notre diplomatie lui prêta.

Le régime du Caire apparaît comme le résultat d'un pari. Le 23 juillet 1952, un groupe de jeunes militaires progressistes conduits par Nasser, « les officiers

libres », ont réussi à débarrasser l'Egypte d'une monarchie totalement soumise aux intérêts et à l'administration britannique. Pour la première fois, depuis longtemps, ce pays recouvre l'indépendance. Comment la conserver et avec quels concours ? A l'époque, le Tiers monde n'a ni la consistance ni le dynamisme que nous lui connaissons aujourd'hui. L'Egypte ne compte ni classe ni couche sociale en mesure de reprendre la relève des Britanniques : la classe ouvrière est à l'état embryonnaire, l'industrie représentant 10 p. cent du produit national ; la bourgeoisie comprend de grands propriétaires terriens absents et un petit groupe d'affairistes liés aux anciens colonisateurs ; la classe paysanne soumise au régime féodal sort à peine de la nuit médiévale.

Pour accéder aux réalités du monde moderne, le peuple égyptien, du fait de sa situation coloniale, va devoir suivre, en sens inverse, le chemin parcouru par les peuples occidentaux. Il n'a pas été forgé par le lent développement de deux siècles de progrès et d'extension technique. La technique, il en a découvert, brutalement, douloureusement, le dernier stade sous forme de l'objet manufacturé importé de l'étranger et inaccessible à la masse en raison de son prix.

Ce sentiment de frustration économique est doublé d'un sentiment de frustration culturelle. Le peuple égyptien garde la sensation confuse de son appartenance à cette organisation politico-religieuse qu'est l'Islam et dont seuls, quelques lettrés, du fait de l'occupation étrangère prolongée, ont pu conserver les traditions.

L'état de délabrement de la société égyptienne amène beaucoup de commentateurs du monde entier à prédire la recolonisation de ce pays sous une forme ou sous une autre.

La Révolution

C'EST tout cela qui déterminera le pari nassérien : en Egypte, la Révolution ne peut venir que d'en haut pour pénétrer ensuite à travers les masses. L'Islam peut, en attendant la formation d'une conscience nationale puis d'une conscience de classe, être un mythe au pouvoir mobilisateur insoupçonné.

Une telle formule de gouvernement avait des chances de réussir, à condition que la direction révolutionnaire soit homogène et écarte impitoyablement toute concurrence.

Nasser aura la main lourde. Il frappera à l'extrême gauche, emprisonnant les cadres communistes, à l'extrême droite islamique, emprisonnant les frères musulmans. La bourgeoisie ne sera pas épargnée. Après l'écartement de Néguib, Nasser espérera un moment que cette classe sociale, du fait qu'elle est la seule à posséder une culture, une formation, peut jouer un rôle efficace après une certaine épuration. La réforme agraire dissipera ses illusions. Les propriétaires, contraints de vendre leurs terres, n'investiront pas leurs capitaux dans l'industrie, ils les expatrièrent ou les utiliseront à des constructions somptuaires.

Alors, l'Etat devra prendre en charge la création d'une industrie et de transports modernes. Dans la plupart des secteurs clefs de l'économie, il ne pourra guère compter que sur ses propres initiatives, ce qui l'amènera à nationaliser le commerce extérieur.

Montée vers les bases

IL y avait un risque dans le pari nassérien : que le régime se transforme en une bureaucratie totalement coupée des masses et fatalement appelée à s'affronter avec elles. C'est pourquoi la révolution égyptienne entreprendra ce que Jacques Berque, professeur au Collège de France, appelle dans son livre « Les Arabes d'hier à demain » (1), « la montée vers les bases ».

Cette volonté sera d'abord exprimée à travers l'orientation de la production nationale. Si, dès le début, Nasser ne néglige en rien la culture du coton, source de devises étrangères pour l'Egypte, c'est sur la culture du maïs, produit d'un haut intérêt dans un pays contenant des grandes masses sous-alimentées, que l'effort principal de la nation va porter.

Dans le domaine politique pure, la « montée vers les bases » sera plus lente à s'accomplir. Mais l'année qui vient de s'écouler a été loin de connaître pour seuls événements l'inauguration spectaculaire du barrage d'Assouan qui, à lui seul, va permettre des progrès considérables dans l'industrie énergétique et dans l'agriculture. La courte chronologie que voici donne la mesure de l'intensité de la vie politique égyptienne présente.

14 février : Décret présidentiel amnistiant des prisonniers politiques. Libération des cadres communistes encore incarcérés.

15 février : Le ministre de l'Economie nationale annonce la vente de 1.400 propriétés immobilières confisquées à des bourgeois.

2 au 9 mars : Campagne électorale pour les élections à l'Assemblée nationale. Une allocation est accordée aux paysans et aux ouvriers ayant fait acte de candidature.

10 et 19 mars : Elections à l'Assemblée nationale. Celle-ci comprendra 114 paysans possédant moins de 12 ha, 74 ouvriers et 62 députés d'origines diverses. Bien que les ouvriers ne constituent que 5 à 6 p. cent de la population, le pouvoir a tenu à accroître leur représentativité au Parlement.

22 mars : lois ouvrières. Une série de décrets codifie les assurances sociales. L'âge de la retraite est porté à 60 ans.

Sur le plan doctrinal, l'Union socialiste, parti unique d'Egypte, a procédé dans le courant de 1964 à un important travail de clarification. Lors d'une rencontre à Alger avec le parti algérien F.L.N., l'Union socialiste proclamera dans une déclaration commune que le seul socialisme valable est celui qui se réclame des principes scientifiques et que, seuls, varient, selon les pays, les moyens pour y accéder. Il s'agissait d'une adhésion implicite à un certain nombre de thèses marxistes.

Jacques Vivien.

(1) Editions du Seuil, Collection Esprit.